

n° 769 - 4 F
DU 12 AU 18 JAN. 1978

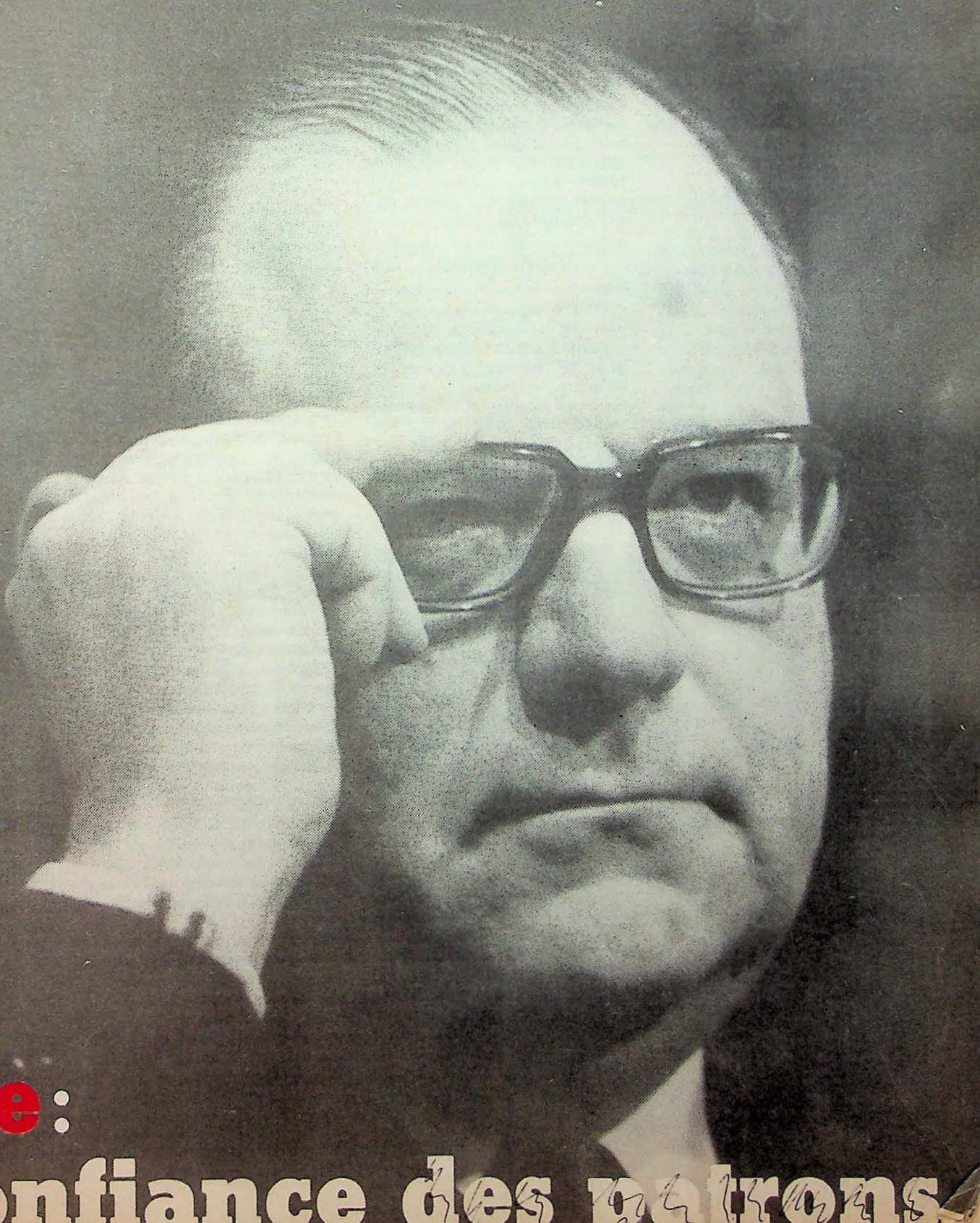
nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

PARIS-ALGER :
LA BROUILLE



Barre:

la confiance des patrons

Tribune Socialiste : l'hebdomadaire de l'autogestion

Comment votre hebdomadaire est-il distribué ?

Tribune socialiste s'adresse à vous aujourd'hui sous un angle bien particulier : celui de sa vente. Peut-être ne le savez-vous pas, mais *TS* se vend. Mal. C'est bien là le problème. Si 80 % des lecteurs le reçoivent chez eux, 20 % l'achètent en kiosque. Or, tout le problème est de pouvoir le trouver.

Les NMPP ou « Messageries »

- Elles appartiennent à 49 % à Hachette et pour 51 % à l'ensemble des journaux qui ont chacun une action, quelle que soit leur vente et leur périodicité.

- Les NMPP se chargent de la vente sur toute la France de tous les titres et gardent pour cela 41 % du prix de vente. D'autre part, chaque invendu est facturé en fonction de son poids. Chaque *TS* invendu est facturé en plus 10 centimes et chaque service particulier (ex : statistiques) est facturé par les Messageries. Or, plus de 4 000 *TS*

sont invendus chaque semaine sur les 5 000 livrés.

Deux solutions

- 1 Abandonner la vente de *TS*. C'est impensable.
- 2 Continuer à assurer sa diffusion mais en se donnant les moyens de le faire connaître, de le vendre, de le gérer (peut-on dire de l'autogérer ?)

Nous évoquerons la vente militante dans le prochain n°. Cette semaine l'équipe de rédaction tient à faire savoir à ses lecteurs comment se passe la vente NMPP, la plus méconnue, la plus importante pourtant pour le développement du journal.

Vente NMPP

Cinq réseaux de vente :

- 1 La « vente à Paris » (« Paris surface » dans le jargon) : les marchands de Paris et de la proche banlieue (à l'exception des marchands dans les métros et les gares) sont 2 000 au total, desservis par 24 annexes. Leur rémunération est égale à 20 % du prix du journal. Aussi est-il important pour eux de bien exposer ce qui se vend

ou ce qui coûte cher. C'est tout de même leur gagne-pain. Ne l'oubliez jamais. Par contre si vous êtes sympa, diplomate, vous pouvez obtenir d'eux que *TS* soit en meilleure place pendant quelques temps (lors de la sortie le vendredi ou pour un n° jugé intéressant...). La seule manière pour lui d'accroître sa clientèle est de promouvoir chaque titre de temps en temps.

Les invendus d'un n° sont rendus lors de la réception du n° suivant. Quand on parle de la vente d'un journal c'est toujours ce chiffre qui est cité. C'est le plus vite connu, et le plus exact.

- 2 Les « bibliothèques » ou « bb » (gares et métros) Elles appartiennent à Hachette. Ces vendeurs sont salariés. Comme pour la vente à Paris l'éditeur de la publication peut acheter des statistiques (délai : 1 mois et demi).

- 3 Les dépositaires et sous-dépositaires :

Ce sont les « Maisons de la Presse » de banlieue ou de province. En tout plus de 5 000. Chaque dépositaire prend en charge le « papier » (journaux à vendre et vendus) de ses sous-dépositaires. Pour ce travail ils perçoivent 2 % de la vente des sous-dépôts et 20 % sur leur vente.

C'est toujours là que vous devez chercher *TS*. Rares sont les sous-dépôts qui reçoivent *TS*. Ce sont les 40 000 petits marchands de France.

Comme pour les « bb », les invendus sont rendus une fois par mois. Mais l'éditeur (*TS*) ne connaît pas le nombre des sous-dépôts servis. **Seule une visite peut permettre un meilleur « réglage » dans la ville.**

- 4 Les Agences :

Il y en a 20. Ce sont les plus gros dépositaires de France. Leur fond de commerce étant invendable (prix) à des particuliers Hachette en est devenu propriétaire.

- 5 Les Agences régionales :

Ce sont les marchands les plus isolés (ex : village de montagne) qui reçoivent les journaux de Paris, soit par la poste (eh oui !), soit par un réseau régional.

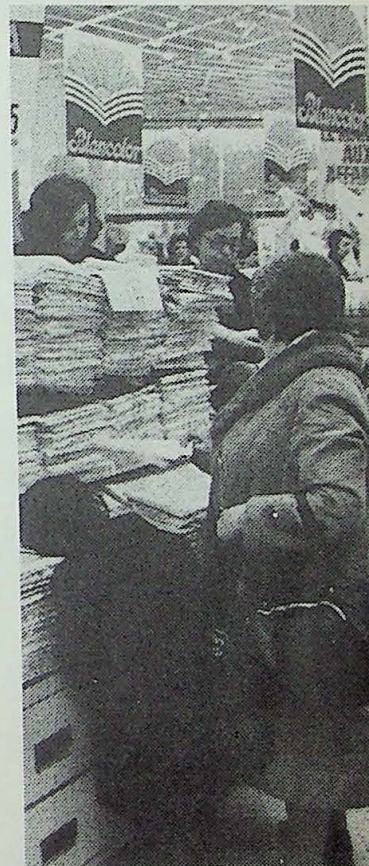
Et maintenant ?

- 1 Hachette-presse est bien un tentacule de la « Pieuvre verte ».

Mais on ne peut, pour l'instant, se dérober à son circuit de distribution.

- 2 l'affichage est interdit dans les « bibliothèques » mais autorisé chez les autres marchands. Pour apposer une affiche il vaut mieux leur en parler avant et demander leur accord.

- 3 Si tel ou tel article — que vous avez envoyé —, passe dans *TS*, nous pourrions mettre plus



d'exemplaires du journal chez votre dépositaire (à condition de bien nous préciser le nom de la ville et le n° du département).

- 4 D'autre part, communiquez-vous tout changement de service (nombre de journaux recus) que vous souhaiteriez (en accord avec votre dépositaire SVP !), en mentionnant toujours le nom de la ville et du département.

Affichettes

TS va imprimer des affichettes vierges qui seront mises à votre disposition sur simple demande. Il vous suffira, avec un gros feutre indélébile, de « personnaliser » l'affichette en fonction de votre région, de votre ville, de la « une » de *TS*.



● **Du 12 janvier au 12 février (Rennes)**: le CRIDEV (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) organise un mois d'information sur le Brésil. Expos, débats, forums, cinéma, musique, danse, rencontres. Renseignez-vous près du CRIDEV, 21, rue de l'Alma - 35100 Rennes; tél: 51 44 02 ou 30 41 29.

● **Vendredi 13 janvier (Bondy)**: Film débat: *La vie au féminin* au CPRA, 51, av. Delatre-de-Tassigny à 20 h 30 avec Huguette Bouchardeau.

● **Samedi 14 janvier (Paris 14^e)**: Etats généraux pour l'autogestion au « Tout à la joie », 37, rue de l'Ouest (14^e) de 14 h à 20 h, organisés par le PSU 14^e, l'UL-CFDT, le SMG, la LCR, des groupes femmes, et des associations du quartier. Nombreux forums sur formation/école, contrôle sur l'urbanisme, contrôle sur la santé, moyens d'expression dans le quartier, petite enfance, luttes dans les entreprises. Aura lieu également un débat central sur le thème « Comment lutter ensemble dans le 14^e ». Pour tout contact: Pierre: 539 99 10,

Léonie: 337 46 50; Jacques et Agnès 589 98 44.

● **Samedi 14 et dimanche 15 janvier (Paris)**: réunion pour la création d'une commission homosexuelle au PSU. Le rendez-vous est fixé à 18 h le samedi, 9, rue Borromée, Paris 15^e. Pour tout contact écrire au PSU, même adresse, qui fera suivre.

● **Dimanche 15 janvier (Paris 15^e)**: 3^e festival des travailleurs immigrés: de 14 à 22 h au 17, rue de l'Avre (15^e), chorale portugaise, débats, Carlos Andréu, théâtre et ballets africains.

● **Du 16 au 20 janvier (Deux-Sèvres)**: soirées-débats sur le nucléaire avec projection du film *Nucléaire, danger immédiat*. 16 janvier: 21 h à la MPT du Clou-Bouchet à Niort; le 17 à 21 h au Palais des Congrès à Parthenay; le 18 à 21 h à Thouars; le 19 à 21 h à la salle de la mairie de Bressuire; le 20 à 21 h salle de cinéma de Chef-Boutonne.

● **Mardi 17 janvier (Palaiseau)**: réunion du comité de liaison d'information et d'action pour la défense de l'environnement à 20 h 30 à la MJC. Au sommaire, le conseil municipal du 20 dé-

cembre 77 et propositions de questions à poser aux candidats aux législatives.

● **Mercredi 18 janvier (La Roche-sur-Yon)**: meeting-débat avec Michel Mousel « Mars 78 ? Et après ? » au théâtre municipal de La Roche à 21 h.

● **Vendredi 20 janvier (Pienness)**: réunion-débat organisée par l'union des sections PSU du Bassin de Briey à 20 h 30, salle Gérard sur « l'école à quoi ça sert ? »

● **Vendredi 20 janvier (Vitry)**: réunion-débat organisée par le PSU de Vitry sur le thème « Quelle société socialiste pour

demain » à 20 h 45 à la salle du foyer Paul Froment, place du Marché à Vitry. Projection du film *Le PSU, une gauche différente*.

● **Jeudi 26 janvier (Villier-sur-Marne)**: le groupe 108 d'Amnesty International organise une soirée-débat autour du film *A propos de témoignages*, à 21 h au gymnase Géo André.

● **Samedi 28 janvier (Plérin)**: fest noz du PSU à la salle Bagatelle avec le groupe Kanfarted ar C'Hoat, avec des sonneurs, chanteurs, vieilles. Stands politiques, culturels, écologiques. (Et l'heure ? NDLR).

A NOS CORRESPONDANTS

Nos correspondants, tant à Paris qu'en Province, sont priés de bien vouloir nous faire parvenir toutes les informations concernant la rubrique « calendrier », au plus tard le lundi. Tribune socialiste, rédaction, 9, rue Borromée, 75015 Paris, tél. 566 45 64. N'oubliez pas de préciser l'heure, l'adresse précise, le contact éventuel... sinon ce ne sera plus un calendrier, mais une devinette ! (C'est plus vrai que jamais !).

HUMEUR

le bon choix

Giscard dit d'Estaing vient, fort discrètement, de donner un bon exemple au pays et plus exactement aux ministres et beauparleurs de la majorité. Vers la fin du mois de Novembre, le premier planteur d'arbres de France a magnanimement accepté de se laisser interviewer par le journaliste écologiste du *Monde*. En une douzaine de questions assez précises et une heure de conversation il a livré toute l'étendue de sa pensée écologique: une curieuse ressemblance avec la Beauce.

Car ce n'était pas vraiment bandant ni bien nouveau mais, baste, on a l'habitude de l'entendre parler pour ne pas dire grand chose et ce n'était pas, somme toute, moins fameux que certaines déclarations du bataillon de porte parole d'Ecologie 78. *Le Monde*, comme il est de coutume, a retourné le texte de l'interview pour que le premier écolo de France vérifie qu'il n'avait pas (trop) dit de conneries.

Si vous lisez attentivement *Le Monde*, vous avez peut-être déjà compris où je voulais en venir: l'interview n'est jamais paru. Il n'a pas été censuré par le grand journal du soir pour cause de médiocrité — faut pas rêver —, mais il a disparu corps et bien dans les tiroirs secrets de l'Elysée. Le protecteur de quelques centaines d'hectares de bois et de forêts de la commune d'Auton dans l'Eure, le premier chasseur de France s'est soudain rendu compte qu'il n'avait rien à raconter de passionnant et de nouveau sur l'écologie. Bel aveu qu'il faut rendre public et annoncer aux quatre coins du l'horizon: Giscard n'a rien à dire sur l'écologie.

Nous étions quelques uns à nous en douter, mais cette confirmation nous conforte.

On ose espérer que cette sagesse et ce bon sens feront école: Barre, Chirac, Beullac, d'Ornano et quelques autres, suivant l'exemple de leur bon Roy, vont bientôt commencer à tourner sept fois leurs langues dans leurs bouches et reconnaître qu'ils n'ont rien de nouveau et de passionnant à nous dire sur l'économie et les salaires, sur les conditions de travail et le chômage ou sur la culture et la protection de la nature.

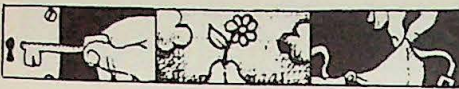
De joie, je défaille.

De telles décisions permettraient à quelques journalistes de *France-Soir*, de *Radio-France*, d'*Europe N° 1* et de la télévision, de prendre un repos mérité: on les suppose fatigués, exténués même, de s'extasier à perdre haleine sur les banalités que les mêmes gugusses leur sussurent toutes les semaines. On imagine leurs douleurs à ces confrères de devoir à chaque fois annoncer que ces messieurs ont condescendu à leur faire une exclusive — quelle chance chers z'auditeurs —, déclaration.

Quand ils n'auront plus rien à dire et qu'ils en seront vraiment conscients, nous prendrons la parole. Et nous la garderons. Car depuis le temps...

Ils auront enfin fait le bon choix pour la France. Comme Giscard.

C.-M. VADROT ■



« La peste et le choléra »

L'article de Michel Mousel qui figurait dans le dernier numéro de TS m'a vivement intéressé mais aussi surpris et inquiet.

Pourquoi parler de « la peste » et du « choléra » en comparant l'éventualité de la défaite électorale de la droite et celle d'un gouvernement socialiste homogène? Ce dernier représenterait la « défaite différée », dit-on. Oui c'est l'hypothèse la plus probable mais non certaine. Elle peut aussi permettre sinon une offensive des travailleurs, du moins quelques conquêtes partielles. Dans tous les cas, les deux hypothèses ne sont pas comparables (même s'il faut tout faire pour les écarter l'une et l'autre).

B. MOLAIRE ■

Bravo !

Félicitations pour la nouvelle formule ! Elle est claire et le journal est dense. Peut-être faudrait-il développer davantage la rubrique télévision. Beaucoup la regarde en principe lorsqu'ils ne militent pas trop. Ce qui manque, ce sont notamment quelques indications critiques sur les émissions et les films à venir. Pourquoi ne parle-t-on jamais de peinture ?

Sur le plan politique je me demande s'il ne faudrait pas aujourd'hui donner la parole à ceux qui, après avoir sympathisé avec le PC ou le PS pendant la belle période unitaire, se retrouvent sur la touche et suspendre pendant un temps — si besoin est — les très bons interviews des différents sociologues classiques qu'on peut lire ailleurs ou dont on trouve les bouquins.

Pourquoi ne pas créer aussi une « revue des revues » ou encore une « revue de presse », dans TS ?

Dans la rubrique internationale il n'y a presque jamais rien sur l'Amérique du

Nord. Il est significatif que le voyage en France de Monsieur Levêque n'ait fait l'objet d'aucun article sur le Québec ; pas d'article non plus sur la politique énergétique de Carter et ses difficultés avec le Congrès. Il n'y a presque plus rien non plus sur l'Asie du Sud-Est ou sur l'Inde

Dans la rubrique sociale, je préférerais aux sempiternels récits de lutte parfois précédés d'une sorte de petit éditto, qu'on trouve de temps en temps un article synthétique et

fouillé sur un thème pas trop général, c'est-à-dire à la fois permanent et précis.

Pourquoi ne pas traiter de temps en temps un fait divers et le disséquer pour éprouver nos instruments d'analyse ?

Enfin comment se fait-il que la rubrique « Forum de l'autogestion » porte toujours sur des problèmes situés hors de la production ?

Bon travail.

Ch. FREDERIC ■

LA LIBERTÉ D'OPINION EST-ELLE MORTELLE ?

Chaque jour des victimes et des femmes que l'on fait dans le monde sans cesse en prison, torturés, torturés et parfois assassinés. Leur unique crime est de ne pas avoir la même religion ou l'appartenance politique de ceux qui les oppriment. Ils n'ont pas eu recours à la violence mais en sont les victimes. Amnesty International est un mouvement mondial d'entraide entre citoyens appartenant à toutes les religions et toutes les nationalités. Ses membres œuvrent pour la libération des prisonniers d'opinion partout dans le monde et pour l'abolition de la torture. Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre. Aidez-nous par vos dons.



AMNESTY INTERNATIONAL
section Française - 18 rue de Varenne - 75007 Paris
Publicité gratuite
1977
année du prisonnier d'opinion

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 130 F ; 6 mois : 70 F ; soutien : 200 F

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent
Rédacteur en chef : José Sanchez
Rédacteur en chef adjoint : Claude Desliat
Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan.

● Et pourtant elle tourne : A. Chataignier, J. Julien, Ph. Marielle, B. Ravenel.
● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot.
Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulins, Fénu, Mathé
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleux

Directeur de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »
9, rue Borromée, 75015 Paris.

Rédaction : 566.45.64 et 566.45.37 poste 096
Administration et publicité : 566.45.37
Numéro de la commission paritaire : 50 392
Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression :
Société nouvelle de l'imprimerie spéciale du chèque
38, rue de la Fédération, Montreuil - 858.88.33

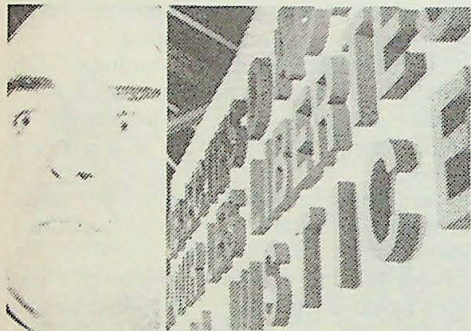
Changement d'adresse
Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes.

● Où va la France ?

- Sombre week-end
par J.-M. Demaldent p 5
- Barre : la confiance du patronat
par J.-M. Demaldent p 6
- Les choix du Parti communiste
par C. Desliat p 7-8
- Le Programme commun du Parti socialiste
par F. Turquan p 9
- La bombe, dans le brouillard
par S. Lyllan p 10
- Appel pour la constitution d'un Front
autogestionnaire p 11-12

● Social

- Manipulations statistiques
par P. Beaufort p 13
- Quand Rey Frères nous est conté
de notre correspondant à Nîmes... p 14
- Sidérurgie : les contradictions du protec-
tionnisme
par C. Romain p 15



● Forum de l'autogestion

- L'Isle Jourdain : pas de fourragères pour les
pompiers
De notre envoyé spécial

C. Wargny p 16

● Témoignage

- Pourquoi suis-je candidate aux législatives
par J. Rousseau p 17

● Et pourtant elle tourne

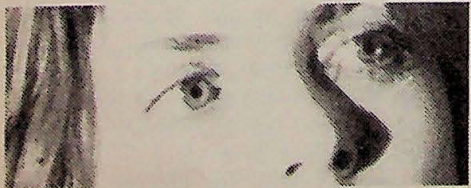
- Les brasiers de la corne l'Afrique :
1. Menace sur Djibouti
par Ph. Mariélie p 18-19



- Paris-Alger : la brouille
De notre envoyé spécial
J. Sanchez p 20-21

● Les armes de la critique

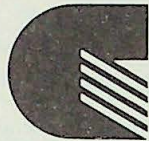
- Cinéma : L'amour violé
par F. Gastellier p 22
- Lire le cinéma



- par B. Blanc p 22
- Télé : les journaux en question
par Ph. Mariélie p 23
- Bernard Haller : « Un certain rire incertain »
..... p 24

Sombre week-end

par Jean-Marie DEMALDENT



Le week-end surchargé n'a pas brillé par l'élévation des débats.

Barre a promis de poursuivre sa politique d'austérité et de satisfaire les revendications du patronat pour affirmer un leadership que Chirac lui dispute.

Le compromis réalisé à la Convention du PS entérine le choix nucléaire malgré certaines concessions et il escamote la question centrale posée par son atlantisme. Le PS qui se veut unitaire n'a toujours pas daigné répondre aux appels à la discussion que lui adresse inlassablement le PSU.

Avant même sa conférence nationale, le PCF a salué le tardif ralliement du PS aux 2 400 F, les positions socialistes en faveur de l'impôt sur la fortune et de prises de participation majoritaire (ce n'est pas la nationalisation) dans la sidérurgie en parlant de « virage à droite ». Dès lors, ni le ton ni le contenu de la conférence n'ont surpris. Les menaces concernant le désistement sont graves. Plus inquiétante est l'accusation selon laquelle le PS actuel créerait « les conditions pour que la grande bourgeoisie aggrave encore sa politique d'austérité et d'inégalité ». Cela conduit à mettre sur le même plan le PS et l'ennemi de droite. La victoire devient problématique ; l'objectif même de battre la droite encore affirmé par le PCF ne risque-t-il pas de passer au second plan.

Le PSU n'a pas signé le Programme commun et noyé ses divergences de fond dans un texte sacré. Il a toujours posé les problèmes bien réels qui ont fait exploser l'union tout en préconisant l'unité d'action. Il ne pense pas que le PS a viré à droite : le PS a toujours tenu le même langage et ne s'est jamais démarqué clairement d'une politique de gestion sociale de la crise. C'est la rapport de force qui penche à droite avec les progrès du PS.

Le PSU défendra ses positions socialistes autogestionnaires avec ceux qui se réclament de l'écologie et des droits des femmes et qui participent au Front autogestionnaire. Il exposera ses divergences et ne renoncera pas à ses critiques. Il pense qu'une progression électorale des autogestionnaires est nécessaire dans la bataille contre la bourgeoisie.

Chercher à faire un maximum de voix est légitime, payant pour toute la gauche et nullement incompatible avec le débat constructif. On peut marcher séparément, frapper ensemble et discuter fermement sur le fond.

La bourgeoisie fait pression comme toujours sur la social-démocratie. Il faut enclencher une autre dynamique. On n'y parvient pas en passant de l'unité à tout prix à une position qui ouvre la porte à la tentation de confondre la social-démocratie et l'ennemi de classe, comme en 1928. Il faut faire évoluer le rapport des forces en faveur des positions de classe. Le PSU contribue en combattant pour l'autogestion socialiste, en proposant d'autres bases pour une autre unité, en préconisant l'unité d'action. Il faut préparer les conditions pour transformer une possible défaite électorale de la droite en offensive victorieuse des travailleurs, mais il serait contradictoire de courir le risque de remettre aux callendes grecques la défaite à infliger à la droite que les travailleurs exigent. Ce serait faciliter le travail de la droite, y compris ses pressions sur la social-démocratie.

Barre : la confiance du patronat

Le discours de Blois, après le « Forum de l'Expansion », donne des gages au patronat.

Barre n'a pas choisi Blois pour faire « Renaissance », mais une « ville chargée d'histoire, dans une région de mesure, au centre du Centre », chez Pierre Sudreau. Il a choisi la France des « profondeurs », mais la sienne, pas celle du RPR qui admet mal le programme de Barre et se battra sur le sien. Symbole de conservatisme mais aussi de la lutte interne à la droite.

Ce programme se présente comme celui de l'austérité imposée aux travailleurs et des promesses en faveur du patronat.

Ici, nulle modération, un inlassable appel à l'« effort » afin de rétablir d'abord « notre (?) économie ». Austérité donc : poursuite d'une politique qui consiste à faire payer la crise aux travailleurs. La plupart des maigres promesses sociales sont remises à après 1979 puisque Barre a fait une promesse ferme au patronat : blocage des charges sociales et fiscales pendant deux ans. C'est la revendication du CNPF. Ce n'est pas la seule qui est honorée. Barre a fait un hymne à la libre entreprise. Il promet le retour rapide à la liberté des prix ; c'est la concurrence qui doit orienter la machine. L'ordonnance de 1945 doit être abolie. Le patronat assumera l'expansion et l'emploi dégagé des contraintes sociales, notamment par la reconduction des mesures sur l'emploi des jeunes ; l'entreprise redevient le messie : c'est ça « l'économie de liberté et de responsabilité ».

Par expérience, les travailleurs savent que cette politique réussit à reconstituer les profits capitalistes sans parvenir ni à enrayer la hausse des prix ni à réduire le chômage.

Que leur dit Barre ? « Ayez confiance » ! Sans complexe, il précise : « Je ne vous ai jamais rien promis qui fut illusoire » ! Conscient que ça ne suffit pas, il cravache : « Vous n'appartenez pas à un peuple fatigué »... C'est avouer qu'il en doute : depuis vingt ans que le peuple se crève au profit du capital, tout indique, malgré les sottises de la gauche, qu'il est fatigué de Giscard et de Barre. L'« espérance » et le « dessein » dont Barre a parlé sont à l'image de la prétention non partisane : « nous éviterons à la France l'aventure économique et politique », c'est-à-dire la gauche. Même lorsqu'il s'agit du dessein, Barre s'adresse au seul patronat.

Pas de « révolution » : « évolution » ; laquelle ?

Il y a un ton libéral qui prend ses distances avec le style RPR. Tout n'est pas négligeable. Ainsi Barre s'engage à poursuivre la réforme de la fiscalité locale, à réduire la tutelle, à institutionnaliser les référendums communaux. Cela relève d'une des traditions conservatrices, mais c'est libéral et donne l'impression de s'intéresser à la « vie quotidienne ». Il s'agit de conserver le soutien des notables locaux, de jouer la France des Poher-Sudreau et de feu Pradel. L'habeas corpus est plus spectaculaire qu'efficace : en Angleterre, il ne sert plus que très exceptionnellement. La Cour de Sécurité de l'Etat est maintenue dans toutes ses compétences ; mais elle sera démilitarisée, donc plus utilisable.

Sur le terrain social, le conservatisme est éclatant. Aux jeunes il promet d'en faire des « stagiaires » et non pas des travailleurs à part entière.

Sur les inégalités, il promet de continuer sa politique du SMIC et du travail manuel.

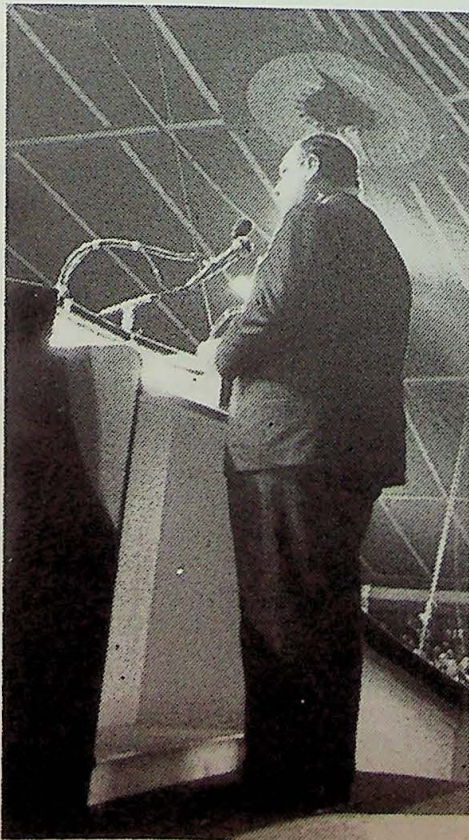


Photo DR

C'est inexistant, à l'image des résultats actuels. Sur les immigrés : silence complet qui en dit long. Il promet le développement du travail à temps partiel ; cela permet un couplet sur le travail féminin ; mais cela veut dire qu'il ne va pas créer de véritables emplois ni abaisser la durée du travail. Barre propose très modestement l'abaissement à 38 heures de la durée légale du travail (en cinq ans) pour les travaux les plus pénibles. Retraites : Barre envisage de reconduire l'accord de 1977 et non d'instituer par la loi la retraite à soixante ans. Quelques mesures concrètes sont envisagées pour les femmes, notamment l'allongement de trois mois du congé de maternité. Ce qui semble le plus audacieux et qui ne l'est guère c'est la garantie d'une progression du pouvoir d'achat, des allocations familiales de 1,5 % par an, celle d'un minimum familial de 1 000 F pour les familles de trois enfants ainsi que le passage des allocations aux personnes âgées de 30 à 40 F en 1979. C'est peu compte tenu des excédents dont disposent les caisses d'allocations familiales et Barre se garde d'indexer le minimum familial et l'allocation aux personnes âgées qui seront noyées dans l'inflation.

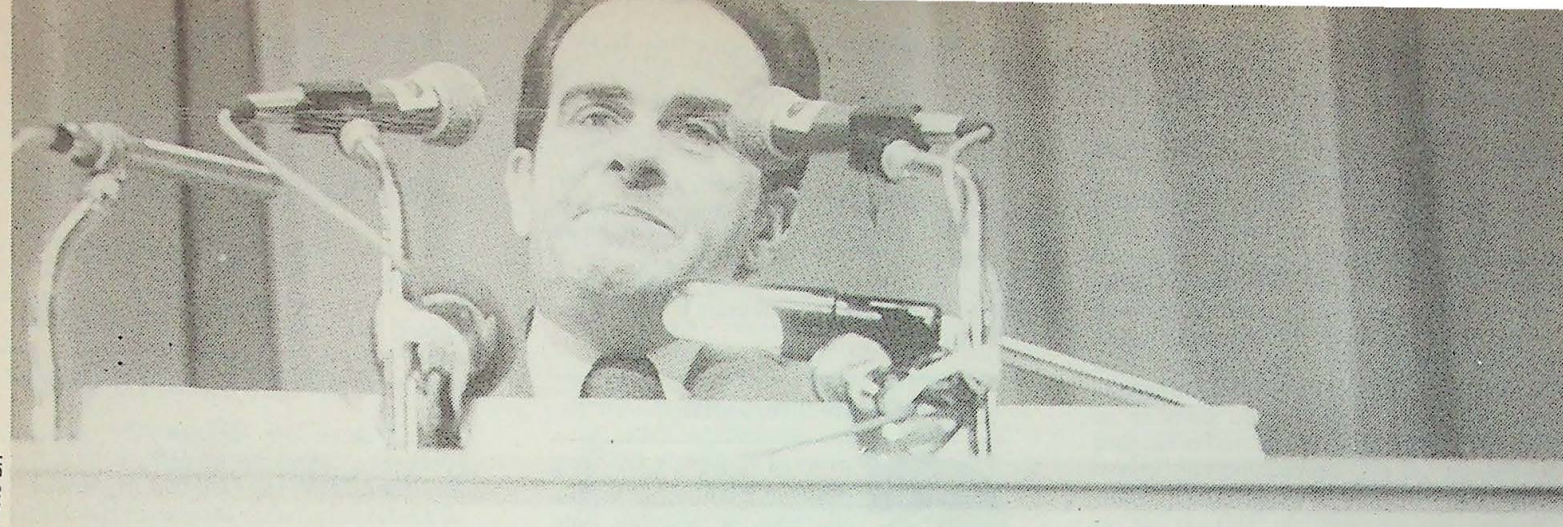
Aux oubliettes, le rapport Sudreau ! On envisage seulement d'expérimenter la participation de cadres aux conseils d'administration ; donc d'accroître la division des salariés.

Finis l'impôt sur les plus-values et l'impôt sur la fortune est enterré dans une commission d'étude.

Evidemment, si peu ne coûte pas cher par an en fin de la législature : 22 milliards, une progression de 0,3 % des dépenses de l'Etat et des prestations sociales. Mais Barre a pris soin de ne rien chiffrer pour les deux premières années où les charges sociales et fiscales seront bloquées. Les promesses de cette période ne peuvent être tenues qu'à la condition de réduire les subventions aux entreprises publiques et privées, de faire appel à l'épargne et de parier sur une croissance vigoureuse. Monsieur « vérité » s'autorise la démagogie. Réduction des subventions ? Il faudra reculer ou céder au risque d'une hausse des prix accrue et du développement du chômage. Quant à la croissance vigoureuse, elle est improbable et aurait pour effet le déséquilibre du commerce extérieur.

Le RPR ne veut pas en entendre parler de ce programme. Il ne sera appliqué que si les institutions de la V^e sont maintenues : le gouvernement procède du chef de l'Etat et non de l'Assemblée. C'est le programme de Giscard. On ne peut pas dire qu'il est propice à l'ouverture d'une alternative de centre-gauche même si on trouve des phrases contre la coupure de la France en deux blocs destinés à faire grincer les dents de Chirac. Mais en fait ce n'est pas un programme de gouvernement. C'est un programme électoral destiné à la lutte interne dans la majorité. Giscard a chargé Barre de conquérir la confiance du patronat que lui dispute Chirac. Il a marqué des points. Ce programme indique tout de même ce qui attend les travailleurs si la droite l'emporte. Il faut tout faire pour la battre.

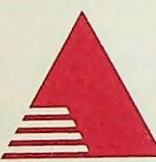
Jean-Marie DEMALDENT



Georges Marchais à la tribune de la Conférence nationale du PCF.

Les choix du Parti communiste

Au cours de sa Conférence nationale le Parti communiste a confirmé ses choix.

 PRES la conférence nationale du PCF qui s'est tenu les 7 et 8 janvier il ne reste plus rien des espoirs de reconstruction de l'Union de la gauche, sur quelque base que ce soit, avant les élections de mars. Le risque est grand dès lors, pour les électeurs, de se réfugier dans l'abstention au premier tour, pour les organisations telles que la nôtre de s'enliser dans l'exégèse des responsabilités respectives des divers partenaires de l'Union de la gauche.

Nous devons en tout cas éviter l'attitude du « censeur » désignant à la vindicte populaire le PCF, fauteur de rupture. Auquel nous ne pouvons cependant qu'exprimer nos désaccords.

Qui a changé ?

• Désaccords sur l'analyse d'abord :

— Il n'est pas vrai que le PS ait « tourné les dos » à ses engagements de 1972. Au plus les négociations sur l'actualisation du Programme commun lui ont-elles donné l'occasion d'explicitier les divergences, de programme et de stratégie, que masquait un texte de compromis qui n'avait en vérité de « commun » que le nom et la commune volonté de ses signataires d'en taire, justement, les contradictions. Social-démocrate et atlantiste était le PS en 1972 ; social-démocrate et atlantiste il est resté. Que le PCF ne s'en est-il avisé plus tôt ?

— En revanche le PCF, lui, a changé. Sinon sur le programme, du moins sur l'opportunité de l'union. Parce qu'il découvre aujourd'hui que la dynamique unitaire profite au seul PS le PCF change de cap. Il joue son organisation au détriment de l'espoir investi par les travailleurs dans l'union — quitte à réviser, peut-être, son attitude s'il fait un score électoral qui le replace en tête du mouvement ouvrier, ou quasiment, compte tenu de sa puissance extra parlementaire. Une telle option confirme la conception avant-gardiste du parti qui reste celle du PCF : celle d'un parti qui

entend être dirigeant au sein du mouvement ouvrier. Nous savons d'expérience historique, à quoi mène une telle position. Ce n'est pas, avec le PCF, le moindre de nos désaccords.

Certes, il y a, dans la démarche du PCF sur ce point, une logique que nous ne lui dénierons pas : minorisé dans la dynamique unitaire, condamné ouvertement à dépérir à terme par son allié socialiste (il est clair que les perspectives stratégiques lointaines du PS impliquent le déclin du PCF), il était, d'une certaine manière, condamné à rompre l'union à échéance plus ou moins rapide. L'opération-survie qu'il a brutalement décidée en septembre dernier et rendue irréversible les 7 et 8 janvier est la réponse logique au sombre avenir que lui souhaitait le PS.

Il est douteux enfin qu'une victoire de la gauche unie donne, dans les conditions actuelles, davantage de « commodités » à la grande bourgeoisie pour mener sa politique d'austérité. Qu'une victoire électorale sans mobilisation populaire ne puisse pas mener à bien les changements auxquels aspirent les travailleurs : le PSU l'a toujours dit. Qu'une telle victoire conduite, comme l'affirme le rapport de Georges Marchais, à une société plus inégalitaire et plus contraignante : voilà qui est improbable, surtout si l'on s'en tient aux exemples cités par G. Marchais. Ni la Grande-Bretagne (où la situation globale des travailleurs est plutôt moins favorable qu'en France), où l'Allemagne fédérale (où elle serait plutôt, matériellement plus satisfaisante), ni la Suède (dont le PCF ne souffle mot) ne sont des sociétés plus inégalitaires que la France : bien au contraire. Au reste, la présence du PCF, qui n'a jamais pris pied dans ces pays ou en a été éliminé, est en France une garantie pour des avancées plus audacieuses que ne s'en permettent ces social-démocraties.

• Désaccords sur la tactique qu'implique l'actuelle démarche du PCF :

Cette tactique repose, entre autres, sur trois idées.

— **Première idée** : qu'il est indifférent de perdre de peu ou de gagner de justesse les

élections de mars prochain. Puisque PS et droite sont à peu près « bonnet blanc et blanc bonnet »... Cette assertion seule justifierait, nous l'avons dit, notre désaccord. Si peu qu'il y ait à gagner dans l'arrivée de la gauche au pouvoir au nom de quoi refusions-nous ce peu qui sera, de toutes manières, plus que ne concèdera jamais la droite ?

Les contradictions du court terme - long terme



E PCF refuse de se faire piéger dans une aventure dont les retombées lointaines, si « gestion de la crise » il y a par la gauche au pouvoir, compromettraient

durablement les chances d'une expérience de gauche véritable ? La question mérite, il est vrai, d'être débattue. Mais le problème ne date pas d'aujourd'hui. Et nous ne croyons pas, pour notre part, qu'on puisse sacrifier à des intérêts lointains et hypothétiques les espoirs immédiats des classes populaires qu'on a au demeurant contribué à créer. Trop de générations ont été dans l'Histoire, sacrifiées à des « lendemains qui chantent » tardant à venir.

— **Deuxième idée** : dans tous les cas de figure — échec ou succès de la gauche —, le pays entrera probablement après ces élections dans une phase d'instabilité institutionnelle et sociale dont le PCF espère tirer profit. Mais si de telles turbulences devaient déboucher sur un affrontement de classe sérieux, le PCF ne pourra apporter seul le débouché politique alors souhaitable : pour vaincre, en tout état de cause, les travailleurs ont besoin d'être unis. Pourquoi dès lors briser aussi brutalement aujourd'hui une unité qu'on sera demain obligé de reconstruire — certes, sur des bases différentes et dans des conditions différentes mais dont rien ne permet de croire qu'elles seront meilleures ?

— **Troisième idée** : le PCF a plus à gagner, à court, moyen et long terme, de la rupture

que du maintien de l'union. A court terme, c'est fort douteux : certes le PCF doit reconquérir dans l'opération le niveau d'audience qu'il avait avant l'union (les fameux « plus de 21 % »). Mais s'il récupère des voix, il y perdra des sièges (les reports de voix entre premier et second tour jouant inévitablement moins bien faute d'accord de désistement préalable). S'il peut accepter de perdre certains des moyens d'action parlementaires qu'il ne méprise pas d'ordinaire, il ne peut en conclure qu'il renforcera ainsi sa capacité à peser dans l'évolution politique du pays. D'autant que sa reculade de dernier moment devant l'épreuve du pouvoir ne peut manquer d'atteindre sa crédibilité dans les masses qui ont, depuis cinq ans, investi tous leurs espoirs de changement dans l'arrivée au pouvoir de l'Union de la gauche.

A moyen terme, le PCF pense évidemment pouvoir et canaliser à son profit le mécontentement que suscitera la politique d'austérité (menée par la droite ou par un gouvernement de gauche auquel il ne participera pas) et capitaliser la crise qui peut s'ouvrir, quelle que soit l'issue de la bataille électorale, au sein du PS. Disons que cette hypothèse constitue au moins une inconnue et que la droite, ou une formule de centre-droit, apparaissent au moins autant que le PCF capables de tirer bénéfice d'une crise du PS et de la déception de ses électeurs.

Stratégie de rechange ? Peut-être

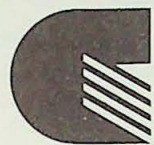
LUS solide il est vrai apparaîtrait le pari du PCF à long terme. Car il n'est peut-être pas aussi démuné de « stratégie de rechange ». Stratégie encore indistincte certes mais que certains indices permettent peut-être de présumer : rompre l'Union de la gauche tout en réaffirmant les options du 22^e congrès (passage pacifique au socialisme, abandon de la dictature du prolétariat...etc.) et même en approfondissant certaines ouvertures alors esquissées (sur l'autogestion par exemple), n'est-ce pas s'orienter vers un choix « à l'italienne » : celui d'un PC de masse qui jouerait, entre eurocommunisme et Internationale classique, un jeu plus ouvert, plus démocratique, plus contradictoire sur le plan interne, un jeu plus indépendant de Moscou sur le plan externe ? Un tel parti pourrait, c'est vrai, prétendre à un développement accru, séduire les couches déçues par le PS ou mécontentées par la droite, servir de pôle de reconstruction de l'unité pour une expérience de pouvoir dans des conditions nouvelles.

Pour autant que cette hypothèse soit crédible (ce qui n'a rien d'assuré : une formule autoritaire mais très indépendante de Moscou « à la roumaine » n'est pas non plus impensable), elle se heurte de prime abord à une double difficulté :

- **sa réussite demande du temps**, ce qui implique et qu'on sacrifie légèrement à un futur très éloigné la victoire immédiatement certaine, et qu'on croit la droite et le PS durablement incapables de jouer une carte de type centre-gauche susceptible de prendre le PCF de vitesse.

- **les moyens mêmes qu'utilise le PCF** pour parvenir à ses fins ne sont-ils pas contradictoires avec une telle option ? Le ton et les arguments utilisés à la conférence nationale des 7 et 8 janvier peuvent le faire craindre. Traiter l'ex-allié socialiste en adversaire de classe, c'est renouer avec un type de débat qu'on a connu aux plus mauvais temps du PCF, et bien mal partir sur le chemin d'une « italianisation » même tempérée (le terme lui-même étant d'ailleurs très imparfait).

Quelle alternative ?



ELA dit, face à la faillite de la stratégie d'Union de la gauche nous ne pouvons nous contenter d'analyser les causes et les implications électorales ou lointaines de cette faillite. Car — et c'est sans doute là l'essentiel —, si le PCF a rompu l'union pour laquelle il se bat depuis plus de dix ans, c'est d'abord parce qu'il est sans réponse véritable face à la crise actuelle et face aux aspirations nouvelles qui se sont exprimées dans les luttes populaires. Il incrimine la volonté du PS de « gérer la crise », sans rupture décisive avec le système actuel. C'est certes une analyse que nous partageons. Mais quelles sont, face au PS, les

propositions alternatives du PCF ? Répondre par le silence et se retirer sur l'Aventin ne suffit pas.

Mener, plus ardemment que jamais, la bataille contre la droite — une bataille qui est aussi une bataille contre le pessimisme au sein du mouvement ouvrier : surtout ouvrir le débat, entre nous et avec d'autres, pour tenter de définir enfin une alternative crédible aux deux stratégies (social-démocratie d'un côté, capitalisme d'Etat de l'autre) qui, en se heurtant, ont en définitive coulé la stratégie d'Union de la gauche : telle est à notre avis la double tâche de la période actuelle.

Une tâche qui dépasse de beaucoup l'échéance électorale immédiate. « A force de piquer du nez sur l'horizon 78, l'ensemble de la classe politique française reste coincée dans ses courbatures » relevait Michel Mousel lors de la conférence de presse du Front autogestionnaire ce mardi 10 janvier. De fait, il est urgent de rouvrir le débat sur les problèmes qui n'ont jamais été abordés ni lors des négociations pour l'élaboration du Programme commun, ni lors des négociations pour sa réactualisation, ni a fortiori dans les controverses ouvertes par la rupture de l'union. Cette démarche, que nous croyons juste, c'est celle du Front autogestionnaire. Nous y reviendrons dans le prochain numéro de *Tribune socialiste*.

Claude DESLHIAT ■

De gauche à droite : G. Marchais, P. Laurent, R. Leroy.

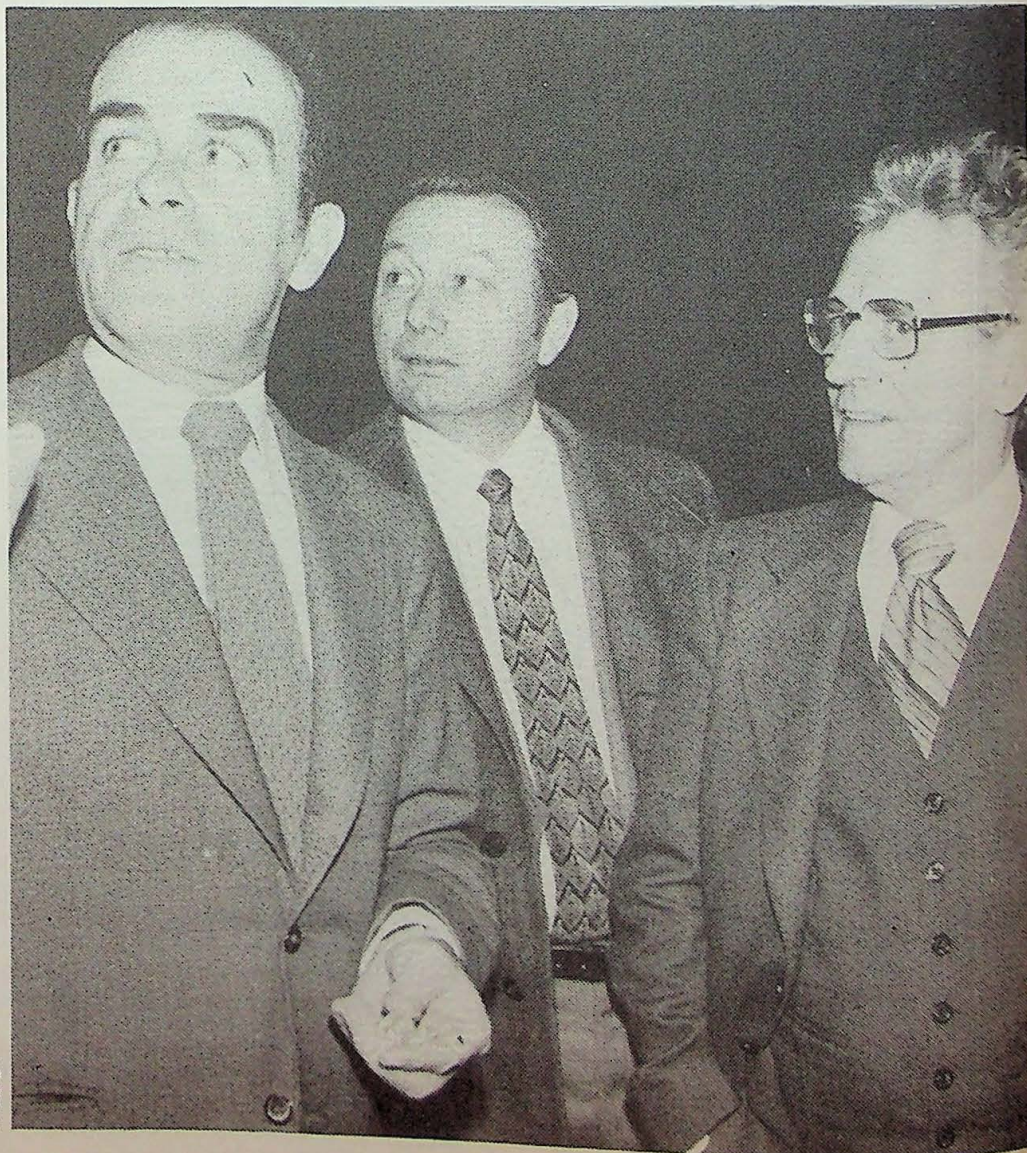


Photo DR

Le Programme commun du Parti socialiste

La « réactualisation » du Programme commun par les socialistes ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité.

A en croire les dirigeants et la presse communistes, la proposition de SMIC à 2 400 F faite par François Mitterrand la semaine passée serait presque un indice supplémentaire du « virage à droite » du Parti socialiste... Il est vrai qu'aux critiques quelque peu outrancières apportées par les communistes sur le Programme socialiste a répondu le concert de louanges souvent excessivement flatteuses du *Monde* et du *Matin*. L'enjeu politique de l'affrontement PC-PS est devenu tel que les a priori partisans ont, semble-t-il, pris définitive-



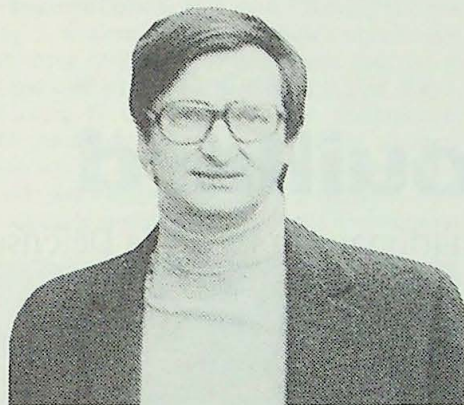
ment le pas sur l'analyse, même sommaire. A vrai dire, les propositions socialistes ne méritaient ni cet excès d'honneur, ni cette indignité. Un examen approfondi de leur contenu ne permet guère de saisir en quoi elles sont, ou aussi infamantes, ou aussi séduisantes que les uns et les autres ont pu le proclamer.

Contrairement à ce qu'affirment les communistes, ces propositions ne s'écartent pas de la lettre du Programme commun : elles correspondent, bien évidemment, à l'interprétation socialiste de la charte de l'Union de la gauche. Mais — n'en déplaise au PCF —, le contenu de ce « bon programme commun » de 1972 n'était pas si clair qu'il puisse à l'avance exclure les exégèses et les gloses plus ou moins savantes et toujours orientées.

Programme commun : la variante socialiste

La variante socialiste du Programme

commun représente indiscutablement une avancée par rapport aux positions défendues par le PS lors des discussions sur l'actualisation de ce Programme. Elle intègre les points d'accords enregistrés, à partir des propositions émanant surtout du PCF, et rejoint les demandes communistes sur le SMIC et le barème d'imposition des fortunes. Des concessions y sont faites sur l'extension du champ des nationalisations. Elle prévoit une prise de participation majoritaire dans la sidérurgie. Elle contient, en fait, les termes du compromis auquel les dirigeants socialistes pensaient devoir aboutir, avant la rupture de la discussion. Elle va même un peu plus loin : en témoignent le décalage enregistré à propos du SMIC entre les déclarations fracassantes de Michel Rocard (et d'autres) sur le désastre économique qu'entraînerait le SMIC à 2 400 F et



le chiffre finalement avancé par Mitterrand, mais aussi les problèmes que pose visiblement aux experts du PS le chiffrage du Programme commun ainsi amendé.

L'actualisation... plus tactique que fondamentale

L'actualisation du Programme commun par le PS semble ainsi correspondre à des considérations plus tactiques que fondamentales. Elle permet aux dirigeants du PS de s'affirmer à peu de frais — puisqu'ils ne font que reprendre les éléments d'un accord possible —, comme unitaires pour deux, comme les derniers défenseurs de l'union à tout prix, au-delà des intérêts partisans. Elle leur permet de répliquer au sectarisme brutal du PCF par une démonstration de bonne volonté qui pourra porter ses fruits aux élections législatives.

Mais elle n'apporte pas de réponses précises aux grands problèmes actuels. Elle ne supprimera certainement pas, chez de nombreux travailleurs, le malaise provoqué par l'impressionnante distorsion qui existe entre l'attitude « officielle », extérieure, de la direction du PS, unitaire et accommodante, et les déclarations de ses experts patentés sur les sacrifices partagés et l'austérité librement consentie. Elle l'effacera d'autant moins que le « Programme commun » du PS s'avère singulièrement timide sur tout ce qui concerne les pouvoirs de contrôle et de décision des travailleurs.

Sur la désignation des présidents de conseil d'administration des entreprises publiques : rien de nouveau ; le PS maintient le dogme de la souveraineté absolue de l'Etat central. Sur les attributions des travailleurs

dans ces entreprises, le PS se contente — à la demande fraternelle de la CFDT, visiblement —, de mentionner, très évasivement, les comités d'ateliers ou de services, dans le cadre du développement « progressif » de la participation des travailleurs à la gestion et à la direction de leurs entreprises, « vers l'autogestion » — qui, une fois de plus, se trouve ravalée au rang d'amuse-gueule idéologique.

En élargissant la gamme des mesures sociales sur lesquelles il avait été discret ces derniers mois, en définissant une politique économique fondée sur la relance de la consommation et la création d'emplois, le PS s'est donné le moyen de faire front aux attaques sans mesure lancées contre lui par le PCF. Mais il n'a pas encore convaincu quant à la pureté absolue de ses intentions politiques.

Une certaine ambiguïté

Sur les institutions, il s'en tient à la lettre du Programme commun, c'est-à-dire à l'accommodement avec le système actuel, avec tout ce que cela peut nourrir d'ambiguïtés. Les déclarations de François Mitterrand sur les initiatives et les intentions de Giscard n'éclaircissent guère ces équivoques. Outre sa gestion, le premier secrétaire du PS a reproché au président de la République de se montrer partisan, et de renoncer ainsi par l'avance à son rôle d'arbitre. Cet arbitrage présidentiel, prévu par certains rédacteurs naïfs de la Constitution de 1958, n'est qu'une plaisante fiction. Le mode d'élection du chef de l'Etat, ses prérogatives exorbitantes, le type de débat qui accompagne sa désignation en font un chef de majorité, un « partisan » par nature. Ce n'est pas, du reste, pour jouer les arbitres que François Mitterrand s'est porté par deux fois candidat à la présidence... Alors pourquoi continuer à entretenir la confusion ? Cette attitude ne peut que laisser croire que le PS est prêt à gouverner avec Giscard, c'est-à-dire — sous Giscard, avec tout ce que cela implique de compromis, ou au moins d'accommodements. Et c'est bien là le nœud du problème, auquel le Parti socialiste devra un jour apporter une réponse claire, sous peine de voir ses « bonnes intentions » sociales et économiques perdre toute crédibilité.

François TURQUAN ■

4 HEURES POUR L'AUTOGESTION

Mercredi 25 janvier

MUTUALITE QUATRE DEBATS

- Nationalisation, planification et autogestion (avec les auteurs de « L'Utopie réaliste ») (19 h 30)
- Quelle place pour le mouvement des femmes dans la vie politique ?
- Ecologie et politique
- Autogestion : réforme ou révolution ? (21 h)



Photo DR

la bombe, dans le brouillard

Les 7 et 8 janvier, la Convention nationale du PS sur la Défense devait clarifier le débat sur le nucléaire militaire et les orientations de politique étrangère du PS. La Convention « devait »...

Le PS a tranché : il est favorable au maintien de la force nucléaire « en état » et au maintien dans l'Alliance atlantique. Alors une convention pour rien ? Pas tout à fait car la distribution des cartes à l'intérieur du parti risque de s'en trouver modifiée. Au classique harcèlement du courant CERES contre le bloc majoritaire s'est substituée « un ballet à trois ».

Le MAN et la convention du PS

« Au lendemain de la Convention du Parti socialiste sur les problèmes de défense, le Mouvement pour une alternative non-violente relève avec un intérêt la mobilisation de bon nombre de militants socialistes qui a conduit à mettre en échec les thèses pro-nucléaires, notamment celles des dirigeants du CERES.

Mais le Parti socialiste s'est-il pour autant engagé vers la mise en œuvre d'une politique de défense non-nucléaire ? Plusieurs éléments pourraient le laisser croire, en particulier :

— le fait que le concept de dissuasion soit reconnu en état de crise en raison de la dissémination croissante des armes nucléaires ;

— la nécessité de rechercher une alternative à la défense nucléaire dans un délai limité à cinq ans au terme duquel la décision finale reviendra aux Français.

Mais le MAN doit constater que ces propositions se trouvent contredites, voire annulées par :

— la décision de maintien en état de la force de frappe, laissant place à l'intégration des progrès technologiques ;

— le fait qu'aucune mesure concrète de désarmement n'est envisagée dès l'accession de la gauche au pouvoir ;

— et, surtout, la non-reconnaissance de l'incompatibilité entre la stratégie nucléaire et le projet de société socialiste.

C'est donc une regrettable ambiguïté qui ressort des travaux de cette Convention. Cette ambiguïté démontre la nécessité de poursuivre, à l'occasion des prochaines élections législatives et au-delà, le débat déjà entrepris. [...]

Derrière des textes préparatoires « officiellement » non contradictoires — un seul texte, soumis aux militants par le bureau exécutif unanime. Un texte « ni très pour, ni très contre » selon Mitterrand, qui permettait toutes les ambiguïtés et des interprétations contradictoires. Puis deux éléments de débat, destinés à tirer le texte unique d'orientation sur ses positions propres : un amendement dit « anti-nucléaire » soumis aux votes et une « contribution au débat » émanant du CERES, très pro-nucléaire et insistant sur l'indépendance nationale — des positions très différentes, centrées aujourd'hui sur le problème de la défense mais ayant des prolongements de politique générale certains.

Les antinucléaires majoritaires ?

L'élément nouveau c'est bien sûr l'affirmation des « antinucléaires ». On peut résumer leurs arguments en trois points.

• Tout d'abord une considération d'ordre idéologique : il y a contradiction entre armement nucléaire et projet autogestionnaire, contrôle policier et tentation totalitaire, exercice solitaire du pouvoir. C'est à n'en pas douter le point qui a fait mouche chez les militants de base du PS.

• Ensuite, le problème des alliances. Les antinucléaires affirment que la France doit se maintenir au sein de l'Alliance atlantique : la France ne peut dissuader « tous azimuts » et le seul risque militaire, pour une France autogestionnaire, ne peut venir que de l'Est. Il faut donc accepter le « parapluie américain » qui, au contraire de notre armement actuel, a un caractère véritablement dissuasif. De quoi mettre du

baume au cœur aux derniers survivants de la « vieille maison SFIO ».

• Le troisième point est celui du pouvoir dissuasif : l'arme nucléaire n'a pas ce pouvoir. La prolifération galopante (dans quelques années, plus de 50 Etats en disposeront) estompe tout son effet de dissuasion.

31 % des votes exprimés dans les fédérations se sont prononcés pour l'amendement. Et, après réunion de la commission des résolutions qui n'a fait que quelques concessions aux auteurs de l'amendement — abandon immédiat des Mirages IV (qui sont d'ailleurs totalement dépassés) et, au cours de la législature, des missiles du plateau d'Albion —, 25 % (55,7 % contre) des mandats se sont prononcés pour le maintien. Seule une phrase souligne que, face au fait nucléaire légué par la droite, les socialistes devaient marquer la contradiction entre ce type d'armement et le projet de société autogestionnaire. Quand on connaît le poids pharamineux de certaines fédérations — Nord, Bouches du Rhône —, où les votes bloqués sont quasiment de rigueur, on peut dire que près de 50 % des militants — et non des cartes — sont sensibles aux thèses des courants antinucléaires qui recrutent dans toutes les tendances du PS. Mitterrand dispose d'un texte flou, tel qu'il le voulait. Il y a gros à parier que la politique militaire de la France ne sera pas beaucoup modifiée même s'il y a un changement de majorité en mars prochain.

L'escamotage de la politique internationale

Que deviennent dans ce contexte, les perspectives des antinucléaires ? La position aujourd'hui officielle de leur parti est en définitive proche de celle de Giscard d'Estaing : pro-nucléaire (d'une manière plus intelligente) et sans le dire vraiment, atlantiste. Ce silence sur la politique étrangère que mènerait un éventuel gouvernement de gauche invalide en fait ce qui aurait pu faire l'intérêt de la Convention. Car le problème n'est pas tant, de trancher de l'arme à utiliser que de savoir quelle politique cette arme doit servir.

Le CERES, ne voyant pas d'un bon œil apparaître cette « troisième force antinucléaire » et tenant à son label d'« opposition de gauche », accuse les signataires de l'amendement de « prostituer l'idée d'autogestion » en la mettant à la sauce nucléaire. Elle les accuse en outre d'incohérence : ce qui n'est pas faux. Car il est vrai que les signataires de l'amendement n'offrent pas non plus aux antinucléaires — eux-mêmes fort divers et sur des positions éventuellement divergentes — un cadre pour le développement d'une véritable alternative en matière de défense. Une alternative telle que tentent par exemple de l'élaborer actuellement les forces qui se retrouvent dans le Front autogestionnaire : antinucléaire, libérée des actuelles alliances à l'Est comme à l'Ouest, et peut-être — mais le débat est en ce domaine à peine amorcé — sur des positions de neutralisme actif fondées sur d'autres types d'alliances.

Stephan LYLLAN ■

Appel pour la constitution d'un Front autogestionnaire

Les élections législatives vont être l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire. Nous voulons que puisse s'affirmer le choix d'une « nouvelle gauche » socialiste, écologiste et autogestionnaire : celle qui, de Lip aux autres formes de grève active, de Malville au Larzac et aux syndicats de soldats, des comités de quartiers aux combats des femmes, de la grève du lait en Bretagne à la lutte des viticulteurs occitans traduit des aspirations nouvelles que les partis politiques traditionnels n'ont pas su ou voulu prendre en compte.

Pour cela, il s'agit d'abord de battre la droite en mars 1978. La victoire des forces populaires est indispensable, pour empêcher la coalition conservatrice au pouvoir depuis vingt ans de poursuivre sa politique. Cet enjeu est capital, car cette politique, nous en

1 - Les finalités et les modalités de la croissance économique. Nous constatons que les partis de gauche se refusent à mener en profondeur la réflexion sur ce sujet, et à envisager de rompre avec la logique de la croissance capitaliste. Ainsi, ils acceptent l'énergie nucléaire, malgré ses conséquences écologiques et politiques désastreuses. Nous disons : pour une autre croissance, NON AU NUCLEAIRE.

2 - La défense et l'armement nucléaire. Le reniement par le PCF et le PS des positions qu'ils avaient défendues jusqu'à présent sur la force de frappe est très grave, tant sur le fond que sur la manière dont il s'est opéré, faisant fi de l'opinion des militants et électeurs de gauche. Devant les dangers suicidaires de notre participation à la course aux armements, devant les dangers politiques de la militarisation, nous disons, pour

d'un large FRONT AUTOGESTIONNAIRE pour lequel nous proposons les objectifs fondamentaux suivants

- **La transformation radicale des structures de l'économie, le développement du contrôle ouvrier et du contrôle populaire dans les entreprises, les quartiers et les villages.**

La mise en œuvre du socialisme autogestionnaire est la seule alternative à un système capitaliste en crise. Cela exige la plus grande unité des travailleurs et des citoyens pour la construction d'une société qui :

- socialise les moyens de production essentiels,
- combatte les inégalités,
- supprime les hiérarchies, la bureaucratie et le centralisme,
- réalise le droit pour chacun de vivre et travailler au pays.

Parmi les mesures immédiates qui devront être appliquées sous le contrôle des travailleurs, doivent figurer notamment :

- la réduction du temps et des rythmes de travail : pour les 35 heures hebdomadaires et la 5^e semaine de congés payés,
- le relèvement du SMIC après discussion avec les organisations ouvrières, resserrement rapide de l'éventail des revenus,
- le contrôle des prix pour bloquer toute manœuvre inflationniste,
- des mesures d'urgence contre les licenciements et pour la création d'emplois.

- **La remise en cause de la croissance pour un autre développement**

La conception productiviste de la croissance explique l'orientation vers le tout nucléaire. Le choix du nucléaire est un choix de société qui renforce l'intervention autoritaire et centralisatrice de l'Etat. C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat du programme électronucléaire. Les crédits ainsi épargnés seront affectés à la recherche d'énergies nouvelles et d'économies d'énergie.

Il convient de mettre en œuvre un autre type de développement dans lequel les travailleurs décident des modalités et des finalités de la production.

La croissance économique dans les pays industrialisés est inséparable du pillage des richesses du tiers-monde. Plus le fossé se creusera entre « pays riches » et « pays pauvres », et plus nous nous enfoncerons dans une impasse. Il s'agit donc de participer à la mise en œuvre d'un nouveau mode de développement et d'une nouvelle politique internationale qui établissent des rela-



connaissons les effets désastreux : exploitation accrue des travailleurs, chômage, inflation, gaspillage économique, destruction de l'environnement, pillage du tiers-monde, fuite en avant vers le tout nucléaire, militarisation de la société, atteintes aux libertés...

Pourquoi une « nouvelle gauche »

Notre courant se situe clairement à gauche : c'est une société socialiste que nous voulons construire, dans l'unité, par l'action de toutes les forces populaires.

Mais il s'agit d'une gauche nouvelle par rapport aux partis de la gauche traditionnelle qui n'ont pas réussi à s'entendre sur une politique de rupture décisive avec le capitalisme, ouvrant une perspective autogestionnaire.

Nous avons avec ces partis des désaccords importants, sur des questions décisives :

une défense populaire, NON A LA FORCE DE FRAPPE.

3 - La mobilisation populaire et l'autogestion. Le PC et le PS s'avèrent très timides lorsqu'il s'agit de remettre en cause la conception traditionnelle des réformes par en haut et du rôle dirigeant de l'Etat central. Pour nous, définir une politique socialiste implique la maîtrise de ses propres affaires par chaque collectivité, le droit à la différence, le respect des minorités. Une des raisons des divisions actuelles de la gauche, c'est précisément que le « programme commun » de 1972 a été le résultat de débats « au sommet », sans qu'un large débat démocratique ait permis d'en discuter.

Nos désaccords fondamentaux avec les partis de la gauche traditionnelle ne constituent pas pour nous une raison de faire le jeu de la droite. Bien au contraire, c'est en prenant toute sa place dans le combat contre la droite que le courant socialiste, écologiste et autogestionnaire pourra s'imposer à gauche, et changer ainsi la politique. C'est pourquoi, nous appelons à la constitution

tions d'égalité entre pays « développés » et pays « sous-développés ».

● La démilitarisation de la société pour une défense populaire

Le domaine militaire constitue une enclave dans la société actuelle, échappant aux règles et droits démocratiques. Des secteurs entiers de l'économie sont soumis à l'idéologie militaire et au contrôle de l'armée. Le concept de « sécurité nationale » se substitue peu à peu à celui de « défense nationale » et l'ennemi devient « intérieur ».

Notre force de frappe est une nouvelle ligne Maginot et elle ne peut servir en rien notre indépendance nationale. Ainsi, la renonciation à la bombe s'impose parce qu'elle est coûteuse, inefficace, dangereuse. La stratégie nucléaire est incompatible avec l'autogestion.

En revanche, l'autogestion implique une véritable défense populaire qui donne au peuple le contrôle et la responsabilité des finalités et des moyens de défense. Une telle défense doit inclure les méthodes de lutte non-violente s'inspirant des stratégies de non collaboration et de désobéissance civile.

● Pour le droit à l'identité, pour les libertés

La société actuelle refuse l'égalité des droits aux femmes, aux minorités nationales, aux immigrés et à tous ceux qui ne satisfont pas aux normes imposées par l'idéologie dominante. Les libertés publiques sont l'objet d'attaques permanentes sur tous les terrains, syndical, politique, personnel, comme viennent de le rappeler des exemples comme l'affaire Croissant, l'institution du fichier scolaire, le fichage et la surveillance des militants.

Nous exigeons l'abrogation immédiate des dispositions constitutionnelles qui permettent de s'opposer à la volonté populaire (et d'abord les pouvoirs exorbitants du Président de la République), l'abolition de la législation répressive, ainsi que la suppression de toute situation d'exception à l'égard des droits démocratiques, notamment dans l'armée.

Nous luttons pour une société où seront assurées l'égalité réelle des droits et la reconnaissance des différences, où seront respectées et développées les libertés démocratiques, où les minorités nationales pourront choisir leur statut, où la liberté de maîtriser son existence sera acquise à tous par l'autogestion.

En un mot, le Front autogestionnaire vise à regrouper tous ceux qui aspirent à un authentique pouvoir populaire, en tous lieux, en tous domaines et à tous les niveaux. Ce regroupement est urgent à la veille des élections, car la mise en œuvre de notre plate-forme minimum exige d'abord que la droite soit battue. Il demeurera indispensable ensuite, car une puissante mobilisation populaire est la condition de cette mise en œuvre.

Dans cette perspective, nous appelons à la création de collectifs autogestionnaires régionaux ou locaux, constitués par tous ceux qui luttent pour l'autogestion, l'écologie, une défense populaire et pour les droits des femmes, des immigrés, des minorités. ■

BLOC-NOTE

De Santiago à Paris

● Pendant que Carter et Giscard s'entretenaient doctement sur les Droits de l'Homme dans le monde, le ministre Bonnet déploie d'importantes forces de police devant l'ambassade du Chili pour empêcher une délégation française de porter auprès des représentants de Pinochet une motion à propos du sort des 2 500 disparus et des milliers d'emprisonnés. La délégation composée de représentants de la CGT, CFDT, PSU, CIMADE, Amnesty International et autres comités de solidarité envers les prisonniers chiliens, soutenait par sa présence la manifestation des femmes chiliennes en exil face à l'ambassade du Chili à Paris, le 6 janvier 1978.

Les jours précédents, à Santiago même, des centaines de personnes, avec un extraordinaire courage, manifestaient dans la rue contre la mascarade du plébiscite et étaient durement réprimées par la police. Cela montre que l'opposition populaire au Chili vient de franchir une étape nouvelle.

C'est pour cela que la manifestation organisée à Paris revêt une grande signification. La campagne électorale ne doit pas faire oublier les peuples sous la dictature ; bien au contraire, elle doit être l'occasion de dénoncer la complicité du gouvernement français avec les dictatures d'Amérique latine. Il est temps de déterminer précisément les formes de soutien qu'un gouvernement de gauche devrait mettre en œuvre pour contribuer à l'isolement des régimes fascistes, pour aider la résistance populaire dans ces pays et pour protéger les exilés latino-américains en France. ■

La mort de Richard Turner

● Richard Turner, universitaire blanc sud-africain, vient d'être assassiné. Après avoir interdit les organisations noires, banni plusieurs de leurs dirigeants et tué un millier d'Africains depuis le 6 juin 1976, le gouvernement raciste d'Afrique du Sud s'en prend aux opposants blancs. Plusieurs d'entre eux ont été bannis. Richard Turner a été tué lâchement chez lui, laissant une femme et

1^{re} liste de signataires

L'appel est signé de Mmes Nelly Borgeaud, Huguette Bourchardeau, MM. Claude Bourdet, Georges Casalis, Paul-Henri Chombart de Lauwe, Robert Davezie, Edouard Depreux, Jean Duvingnaud, Jean-Pierre Faye, Daniel Gentot, Pascal Collet, Gabriel Granier, André Granou, Pierre Jalée, Alain Joxe, Jean Lajonchère, Victor Leduc, Michel Louis, Maurice Maschino, Georges Minazzi, Michel Mousel, Jean-Marie Muller, Maurice Nadeau, Jean-Paul Nury, Alphonse Pageaud, Jacques Paris de Bollardièrre, Mme Geneviève Petiot, MM. Charles Piaget, Jean Ragues, Jacques Semelin, Mme Geneviève Serreau, MM. Gérard Soulier, Haroun Tazieff, Roger Toutain, Claude-Marie Vadrot, Olivier Vial et Roland Vittot. ■

deux fillettes de 13 et 9 ans, dans l'affliction et la douleur.

Pour demander que la France applique des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud en signe de protestation contre la répression incessante et croissante dont sont victimes les opposants à l'Apartheid, sud-africains noirs ou blancs, le Comité anti-Outspan appelle à un rassemblement le lundi 16 janvier à 18 h 30 devant le ministère des Affaires étrangères, 37, quai d'Orsay (M^o Invalides). ■

Etel en Morbihan

● Les Vannetais en Morbihan : un fief conservateur de longue date. Pourtant, les dernières municipales ont ouvert des brèches, malgré Marcellin et Bonnet, son successeur aussi bien au ministère de l'Intérieur qu'au Conseil général du Morbihan.

La centrale atomique d'Erdeven y est pour quelque chose. Ils ont été des milliers à la contester sur le terrain, avec le CRIN. La population n'en veut pas et Michel Le Corvec, militant antinucléaire, s'est présenté à Etel, un bourg de 3 000 habitants. Il a été élu avec la majorité de sa liste, comme M. Politzer dans le village voisin de Betz. Parce que les Etellois ne veulent pas prendre le risque du nucléaire. Aussi parce que le petit port florissant jadis, est mort. Mais surtout parce que la population s'est sentie déçue, puis bafouée et roulée par ses notables.

Le projet de centrale, ils l'ont accepté, ils ont signé sans oser dire la vérité à leurs électeurs. Pour une pincée de subvention et pas un emploi de plus ils vendaient leur commune. Les électeurs en ont choisi d'autres : ceux qui s'étaient battus contre la centrale, les mêmes qui proposaient une autre forme de démocratie locale. Pour que les électeurs ne fassent pas seulement confiance, mais qu'ils contrôlent.

Pour la nouvelle équipe, tout est à faire. Le conseil municipal retrouve son caractère public, les auditeurs peuvent y prendre la parole. Les Etellois, dont la majorité travaille ailleurs, n'en reviennent pas de leur surprise. Ils sont conviés à de nombreuses réunions, en vue de constituer des commissions municipales, ouvertes à tous. Déjà celle de l'information sort son premier bulletin. L'urbanisme rassemble plusieurs dizaines de personnes. On imagine des activités culturelles cantonales. Le débat s'engage sur le tourisme, activité principale du bourg, mais responsable d'un déséquilibre économique croissant. Tout cela est encore embryonnaire ; mais que des militants, par ailleurs adhérents à la Fédération des élus autogestionnaires, puissent se trouver « à la tête » de bourgs votants précédemment aux trois quarts à droite, c'est un encouragement. Le signe peut être que lutter contre la société nucléaire et libérer l'expression ou l'activité commune, c'est la même chose.

Le port est toujours vide, c'est vrai. Mais ils sont des dizaines sur les quais à discuter de leurs affaires. Les projets qui naissent pourraient bien obliger Bonnet à chercher d'autres arguments que : « sans moi, pas de crédit ». ■



manipulations statistiques

Chômage :
les chiffres baissent sans
que l'emploi reprenne.
Quels sont les « trucs » ?

Janvier 1978 : aucun indice de reprise économique sérieuse, pas de phénomène d'embauche massive, pas de réduction du temps de travail et pourtant... les chiffres du chômage baissent. Même le patronat reste sceptique : Raymond Barre, au cours d'une assemblée du CNPF, le 5 janvier, a eu bien du mal à les convaincre que l'emploi allait mieux. Travailleurs, syndicats, employeurs, agents des services de l'emploi, personne n'est dupe.

Les camouflages

Car il suffit d'ouvrir les yeux : qui ne connaît, dans sa famille, son entourage, son voisinage, un chômeur dont la situation tarde à s'améliorer ? Oui mais, l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi), elle, inscrit un peu moins de chômeurs qu'auparavant : ou plutôt, l'ANPE trouve les moyens de dissuader les demandeurs d'emploi ou de les convaincre qu'ils n'ont pas forcément intérêt à s'inscrire.

- Rappelons d'abord que ne figurent pas dans les statistiques officielles les demandeurs d'emploi temporaire ou à temps partiel qui sont enregistrés à part, à l'ANPE.
- Par ailleurs, depuis deux ans, l'ANPE intensifie son rôle répressif par rapport aux chômeurs. Les enquêtes individuelles se multiplient — un corps d'enquêteurs a été créé en octobre 76, chargé uniquement de réprimer les « fraudes », entendez le travail

noir. Depuis l'été 1977, les agents de l'ANPE sont invités par leur direction et leur ministre Beullac à ne manquer aucune occasion de radier des chômeurs : refus d'un seul emploi, voire refus d'un stage sont désormais sanctionnés. Autant de perdu dans les statistiques : au moins temporairement, car certaines victimes de l'opération décident de se réinscrire comme elles en ont le droit, souvent définitivement car beaucoup renoncent à « l'aide » de l'ANPE.

- Des chômeurs qui figuraient jusqu'à maintenant sur les statistiques ne s'y trouveront plus dorénavant : ainsi les jeunes attendant de partir au service militaire (ça peut être tous les jeunes de 16 à 19 ans !) pourront maintenant être considérés comme demandeurs d'un emploi temporaire, et donc inscrits dans la même catégorie que les saisonniers qui ne figurent pas dans les chiffres officiellement divulgués.

- Les stages de formation-parking organisés par les Chambres de commerce, l'enseignement privé ou l'Education nationale — rémunérés à 90 % du SMIC —, ont été renouvelés à l'automne 1977 pour durer jusqu'à mai 78. Ils ne déboucheront le plus souvent sur aucune qualification, aucun diplôme et aucun emploi.

- Les stages pratiques en entreprise pour les jeunes ont créé un mouvement artificiel d'embauche, temporaire jusqu'à mai 78, sans aucune garantie pour les jeunes qui travailleront ainsi gratuitement pour les patrons (ils sont payés directement par l'Etat à 90 % du SMIC). Mais ces stagiaires seront jusqu'aux élections soustraits des chiffres de chômage.

- Enfin, deux nouveautés dans ces techniques de camouflage sophistiquées :

- La « ligne emploi » recouvre à l'ANPE une nouvelle procédure d'inscription qui sera bientôt généralisée. Le principe est simple : un demandeur d'emploi se présentant pour la première fois à l'ANPE n'est plus inscrit immédiatement. Il repart nanti d'un rendez-vous en bonne et due

forme avec un prospecteur-placier quinze jours plus tard. Conséquence : 25 % de ces demandeurs d'emploi ne se présentent pas au rendez-vous et se font radier immédiatement ! Si cette innocente astuce est étendue à l'ensemble du territoire, ce sont au total 100 000 chômeurs et chômeuses qui auront disparu des statistiques en mars 1978.

- L'opération « libre service emploi » dans les bureaux de poste : les bureaux de poste des chefs lieux de cantons de 60 départements sont équipés depuis l'automne 77 de panneaux d'affichage d'offres d'emploi alimentés par les services de l'ANPE. Que se passe-t-il ? Le chômeur téléphone d'abord sans obtenir l'assurance d'obtenir le renseignement souhaité sur l'offre d'emploi : l'agent de l'ANPE peut en effet ne pas le lui communiquer si le profil de l'intéressé ne lui semble pas correspondre à l'offre. Puis, quand l'offre d'emploi est affichée au panneau du bureau de poste, elle est le plus souvent déposée à l'ANPE depuis déjà 48 heures, compte tenu des délais de transmission, et a été simultanément affichée au panneau de libre service de l'agence locale pour l'emploi : elle est donc traitée simultanément par le bureau de placement. Elle peut même être publiée dans la presse. De ce fait, l'efficacité de l'opération bureau de poste est des plus réduite. L'exemple vendéen, après un mois et demi de fonctionnement est éloquent : 150 coups de téléphone, 11 placements.

Quel avenir pour l'ANPE ?

Entièrement soumise à une politique à courte vue, l'ANPE prend une orientation qui inquiète tous les agents de cet établissement. Ils ont en effet de plus en plus le sentiment que la politique menée par Beullac vis-à-vis des chômeurs éloigne ceux-ci de l'ANPE et des quelques « services » que celle-ci peut encore rendre : information sur leurs droits, information et conseils professionnels, avec la « ligne emploi », ces services risquent fort de végéter.

Les chômeurs privés d'allocation ne vont-ils pas être de plus en plus tentés de ne plus s'inscrire à l'ANPE pour éviter le pointage, les convocations intempestives, d'autant que les libres services d'offres peuvent être consultés même si on n'est pas inscrit à l'ANPE ? A terme, si cette politique persistait, seuls resteraient recensés ceux qui perçoivent au moins une aide (aide publique ou Assedic), soit 50 % seulement des demandeurs inscrits en juin 1977.

D'ailleurs les projets de la droite sont de séparer — dès avril 1978 —, la gestion du chômage, du service du placement. Ainsi plusieurs organismes s'occuperaient de la même population : les caisses Assedic, un organisme de gestion du chômage non encore défini par Beullac, l'ANPE... Voilà qui promet de beaux jours aux futures manipulations statistiques, les chiffres désignant ici et là des choses différentes : soit les « chômeurs enregistrés », soit les chômeurs allocataires de l'Assedic, soit le nombre de personnes qui se seront présentées à l'ANPE pour une information ou une offre d'emploi.

Patrick BEAUFORT ■

Quand Rey frères nous est conté

Les PME d'ordinaire meurent sans bruit. A moins que, comme à Rey frères...

Mandel : un village de 2 400 habitants dans le Gard, à dix kilomètres de Nîmes. Ici, depuis cinquante, au péril de sa vie (20 morts en 15 ans), on fabrique des explosifs et des accessoires de mines : des détonateurs pour l'armée, des cordeaux et mèches de mineurs (40 % du marché français et d'importantes ventes à l'exportation en 1977), des cartouches de scellement que l'entreprise Hilti AG, seul client de Rey Frères en ce domaine, écoule dans le bâtiment, des cartouches pour les chasseurs...

Longtemps prospère, l'entreprise emploie quelque 1 500 salariés dans les années 60. Vient le temps des difficultés : cessation brutale des activités de fabrications militaires, évolution des techniques de tir modernes, abandon de la « mèche de mineur » dans les pays développés pour des raisons de sécurité du travail, concurrence internationale avivée et restructurations françaises dans le secteur de l'encartouchage, remplacement du carton par le plastique dans la fabrication des douilles... Rey Frères, largué dans l'aventure de l'industrie moderne, ne fait plus face. De résultats d'exploitation médiocres en déficits alarmants, la direction, incapable de reconverter le matériel et les productions, insou-

cieuse aussi de recycler les hommes, cherche un sauveteur et cède progressivement tous les actifs de la société : le groupe Nobel Bozel, holding qui domine une quarantaine d'entreprises fabriquant des produits très diversifiés (isorel, peintures Valentine, métallurgie, dynamiterie, cartoucherie, pyrotechnie, matière plastique...), contrôle aujourd'hui totalement l'entreprise.

Parallèlement, on « allège les charges », on « assainit » — bref, on licencie : en mai 1977, Rey Frères ne compte plus que 300 salariés. Peine perdue : après un bref redressement en 1973 et 1974, les déficits réapparaissent et « la crise » fait surgir le spectre du dépôt de bilan.

Non qu'on ne puisse vraiment rien faire. Nobel Bozel, c'est évident, peut payer. Le marché des détonateurs faiblit — mais surtout on préfère rentabiliser l'unité belge du groupe (d'ailleurs condamnée elle aussi à moyen terme dit la direction) et sacrifier l'usine du Gard moins bien placée malgré la réputation de sa marque sur le marché européen. Le secteur « cordeau » est rentable certes : mais « serait-il raisonnable d'envisager une expansion nouvelle de notre outil de production ? » interroge la direction qui ne dit pas pourquoi d'ailleurs cette hypothèse est écartée. Le secteur des cartouches de scellement est déclaré par trop marginal et la concurrence des fabricants français de matériels de chasse jugée impitoyable... Bref, rentables ou non, les activités de Rey Frères sont vouées à disparaître : les lois du marché, de la concurrence et du profit ne permettent pas d'ajourner éternellement les « échéances malheureuses ».

Provisoirement, bien sûr, on conservera quelques secteurs : le cordeau, la chasse transférée à Jonquières... Mais on décide de licencier 172 des 300 salariés restants. 172 sacrifiés « pour sauvegarder une centaine d'emplois dans la région du Gard », écrit sans rire la direction. Une opération sauvegarde comme il y en a beaucoup, depuis quinze ans à Rey Frères. Soyons clair : il s'agit bien de la phase finale d'une mise à mort habilement programmée sur une vingtaine d'années afin de désamorcer toute

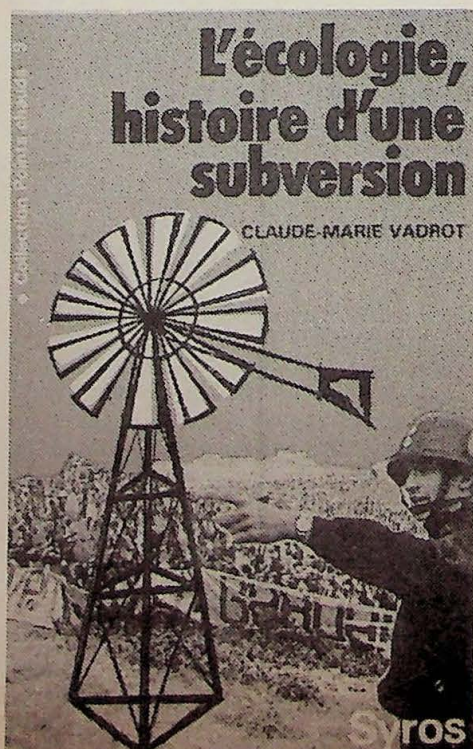
velléité de résistance ouvrière. Vingt ans de passivité capitaliste, sans tentative de reconversion ni de recyclage des machines, des productions ni des personnels alors qu'on sait depuis longtemps que l'avenir est bouché si l'on ne fait rien. Mais le capitalisme ne s'encombre pas de dépenses non rentables : former, reconverter, recycler — que voilà de l'argent gaspillé ! Nobel Bozel a d'autres chats compétitifs à fouetter. Rey Frères meurt sans bruit dans l'indifférence du groupe attentif seulement à limiter les sursauts ouvriers qui pourraient se manifester.

Et qui, de fait, se manifestent. Après l'annonce des 172 licenciements, le personnel en majorité syndiqué à la CFDT, réagit : un mois de grèves tournantes, séquestration du directeur, manifestation à Nîmes avec les élus locaux, appel à l'Assemblée nationale, démarches auprès des pouvoirs publics... Malgré l'appui des syndicats des autres entreprises du groupe, le résultat est maigre : la direction « transige » à 130 licenciements — dont 11 délégués sur 16 (CFDT, CGT, CGC) bien sûr ! Et comme elle s'inquiète de la vigueur des protestations, elle décide de leur payer, à domicile, six semaines de salaire. Histoire de couper l'organisation syndicale de la base.

Mauvais calcul d'ailleurs, car le personnel s'assigne deux objectifs : éviter l'isolement, relancer l'action syndicale. Les licenciés s'organisent donc en comité de chômeurs et on se bat pour le paiement des jours de grève.

Bataille sans espoir ? On sait, à Rey Frères, que l'entreprise est désormais totalement absorbée par Nobel Bozel — avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1977. Mais il n'est pas trop tard pour tirer les leçons de cet exemple de concentration et de liquidation capitaliste et tenter de susciter, sur la base d'une réflexion pour le contrôle ouvrier, une solidarité plus large avec les travailleurs de Rey Frères : au niveau du groupe dont d'autres unités sont, on le sait, menacées à terme ; et au niveau de la région.

De notre correspondant à Nîmes
(dossier délégués CFDT de Rey) ■



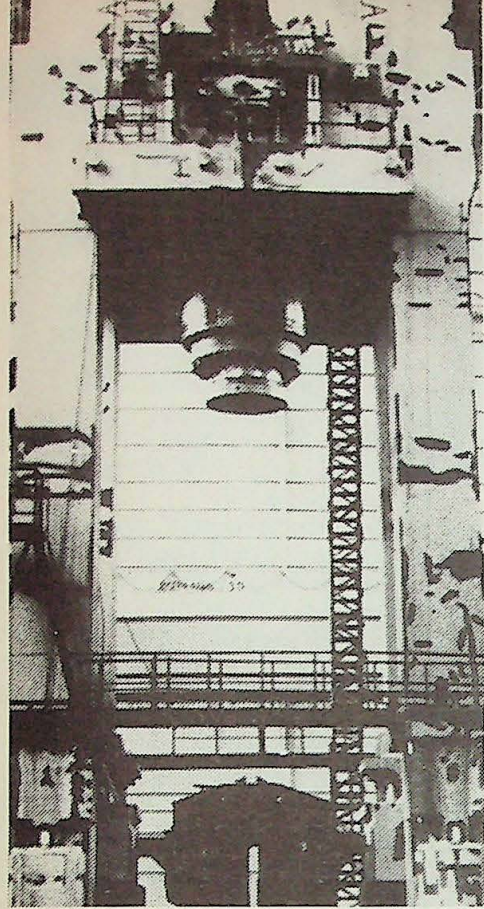
BON DE COMMANDE

DESTINATAIRE

NOM.....
ADRESSE.....

Nbr	Prix unité	Prix total	Port	Net à payer
1	29	29	3,90	32,90
5	26	130	8,20	138,20
10	23,50	235	9,20	244,20
20	22,50	450	19,30	469,30

Chèque joint à retourner à l'ordre des Editions SYROS - 9, rue Borromée 75015 Paris (CCP - Paris 19706 28).



Sidérurgie : contradictions du protectionnisme

Les mesures de protection adoptées par la Communauté économique européenne : l'arbre qui cache la forêt.

Après d'âpres controverses, la CEE a décidé d'un premier ensemble de mesures visant à protéger les marchés intérieurs des maîtres de forge européens. Il s'agit essentiellement d'un système de prix minima se référant aux barèmes communautaires. Le décalage est en effet très important entre les prix intérieurs officiels (définis communautairement dans le cadre d'un plan de relèvement progressif des prix, dit « *plan Davignon* ») et les prix à l'exportation (environ 30 %).

Ces mesures ressemblent étrangement à celles que viennent d'adopter les Etats-Unis pour protéger leur propre marché intérieur. Il est vrai qu'il est menacé par les éternels « *Japonais* » mais aussi — cela on le dit moins —, par les maîtres de forge européens pratiquant des prix de « *dumping* » à la grande exportation.

Un certain retard

Ainsi, peu à peu, dans les divers pays, les patrons, avec l'aide des autorités politiques, mettent en place des modalités institution-

nelles de protection de leurs prix, de leur marché et de leurs profits.

Comment se fait-il que ces mesures protectionnistes n'aient pas été adoptées plus tôt, alors que la crise a maintenant trois bonnes années derrière elle ?

Tout d'abord, s'il est vrai que les patrons de la sidérurgie ont été d'abord quelque peu surpris par la crise, ils ont aussi rapidement compris quels avantages ils pouvaient en tirer. Ainsi en France, où précisément les maîtres de forge avaient mis l'essentiel de leurs forces dans les nouvelles installations de bord de mer (Dunkerque et Fos), et laisser périr, sans les renouveler, les bassins plus anciens — Lorrains et Valenciennois en particulier. Quelle bonne affaire se présentait là ! Les plans de « *restructurations* », c'est-à-dire de liquidation étaient prêts depuis longtemps déjà. On ne semblait pas tout à fait sûr de la manière dont il fallait s'y prendre pour faire avaler la pilule aux travailleurs, aux habitants des régions concernées.

● Or voilà que soudain tout devenait simple : « *ce n'est pas nous, c'est la crise...* » Selon les règles bien connues de la société capitaliste, les hommes s'adaptent aux machines, aux impératifs de production, aux problèmes de réalisation, et non l'inverse. Ce sera l'occasion pour des travailleurs de découvrir que bien des choses qu'ils demandaient depuis longtemps, mais qui étaient « *techniquement* » impossibles, deviennent mystérieusement tout à fait réalisables lorsque ce sont les impératifs de production et de réalisation qui sont en jeu. Voilà une leçon à ne pas oublier !

Le jeu des Allemands

● Une deuxième raison explique ce retard. C'est que le patronat allemand, sachant leurs cousins d'outre Rhin dans une situation plus fragile qu'eux-mêmes, ne voyaient pas d'un mauvais œil la possibilité de les affaiblir de façon décisive, de se les subordonner. Ils n'étaient donc pas pressés. La controverse sur les mesures de protection a ainsi duré deux bonnes années. Ce n'est probablement pas fini.

● Il existe une troisième cause à ce retard, la plus fondamentale. La croissance capitaliste a été fondée pendant la dernière décennie sur l'expansionnisme hors frontières, la conquête des marchés extérieurs, la constitution progressive d'un ensemble productif international intégré. Ainsi, par exemple, la sidérurgie française exporte 30 % de sa production (répartie à peu près également entre le CEE et le reste du monde) ; mais 30 % de l'acier consommé en France est importé. Prendre des mesures protectionnistes trop évidentes, c'est donc prendre des risques considérables. Ce n'est pas seulement le patronat de la sidérurgie française, allemande, belge, etc. qui est concernée, mais l'ensemble du patronat français, belge, allemand, italien, britannique. Des mesures de rétorsion sont toujours possibles, et les patrons des autres branches ne tiennent en aucun cas à faire les frais de la nécessité de protéger telle ou telle branche.

D'une part ils ne veulent pas être l'objet de représailles dans leur propre branche ; d'autre part, et cela concerne surtout les

branches navales, parce qu'ils craignent, ayant à subir par exemple des prix plus élevés dans leurs achats antérieurs, de n'être plus « *compétitifs* » sur les marchés extérieurs. Le protectionnisme est facilement cumulatif : il tend aisément à se généraliser dans l'espace géographique (autres pays) comme dans l'espace économique (autres branches d'activité). Ainsi les mesures de protection de la sidérurgie de la CEE concernent-elles en réalité très directement l'industrie automobile, la construction navale et aéronautique, la transformation métallique et mécanique, les biens d'équipement lourds et le bâtiment.

Mais ces mesures protectionnistes ne vont-elles pas finalement dans le sens que nous souhaitons, ne protègent-elles pas d'une manière ou d'une autre les travailleurs ? Le protectionnisme, tel qu'il se met en place actuellement, a un objet essentiel : la protection des marges des patrons de la sidérurgie. Les restructurations ne vont pas cesser pour autant. C'est que le protectionnisme des patrons n'est pas celui des travailleurs, il n'a ni les mêmes conséquences, ni le même objet.

A travers ces mesures de protection douanière c'est dans une nouvelle phase de la crise de la sidérurgie que nous sommes entrés. La situation ne se redresse pas. Le marché intérieur sidérurgique français a stagné au premier semestre 77, les commandes ont diminué au deuxième, et les maîtres de forge ont immédiatement transféré l'addition aux travailleurs qui ont connu des « *fêtes* » longuement chômées. Les sidérurgistes français et européens n'avaient réussi qu'à faire du dumping à la grande exportation, envahissant le marché nord américain en particulier (+ 50 % de 76 à 77). Les mesures de protection qui y ont été prises au dernier trimestre 77 ne sauraient manquer d'avoir des conséquences.

On est donc très loin dans la sidérurgie d'être sorti de la crise : au contraire on s'y enfonce. Les querelles actuelles entre le PCF et le PS sur la sidérurgie répondent-elles vraiment à ces questions ?

Camille ROMAIN ■

ROUEN : AUSSI GROS QUE MONTEFIBRE

Dans le textile, c'est une affaire aussi grosse que la Montefibre qui vient d'éclater dans la banlieue de Rouen. Une boîte ultra moderne, Aulnay-Fortier, employant 1 100 personnes, dont 1 000 femmes, dépose son bilan. Pourtant dans la triste vallée du Cailly, au nord de Rouen, Aulnay c'était le luxe du design et verre-acier. Les vêtements, cédés à des grands magasins se vendaient et se vendent toujours. Les commandes ne manquent pas, mais les pertes seraient trop lourdes dans un marché engorgé. En annonçant que le travail pourrait cesser après le 20 mars, le patronat engage une CGT très puissante à Aulnay-Fortier, à lancer l'offensive immédiatement. Une lutte qui dans la banlieue ouest de Rouen pourrait coûter cher à la majorité.

C. W. ■

L'Isle Jourdain : pas de fourragères pour les pompiers

Dans une petite commune du Gers, un jeune maire de 31 ans tient tête au préfet.

« Vous transformez un village en véritable dépôt d'ordures, vous soutenez une société privée qui ne remplit pas ses engagements. Le responsable des décharges incontrôlées, c'est vous ! Si vous empêchez la commune de l'Isle Jourdain de prendre les mesures qu'elle estime nécessaires à la salubrité publique, eh bien, les ordures, nous allons les décharger dans la cour de la préfecture ! » C'est au préfet que s'adresse Michel Ghirardi, 31 ans, maire PSU de l'Isle Jourdain (5 000 habitants).

Le village de Lias est pratiquement passé sous tutelle de la Compagnie générale d'urbanisme (CGU), qui collecte les déchets des communes environnantes. La CGU empoche les bénéfices, fait réaliser les travaux de voirie par les communes, mais ne respecte aucune règle d'hygiène : déchets animaux en plein air, enfouissements non réalisés, odeur de charogne dans un rayon toujours plus vaste, chemins communaux défoncés. A l'Isle Jourdain, en attendant une usine d'incinération et pour défendre le village voisin transformé en gigantesque poubelle, on préfère résoudre localement le problème, sur un terrain communal et sous le contrôle municipal.

Le préfet défend le contrat si juteux pour la CGU, même s'il sait que l'Isle Jourdain peut garantir ce que son protégé n'a jamais réalisé. Il interdit, il menace de poursuites, mais il hésite à envoyer ses gendarmes entraver une décision qui commence à s'appliquer.

Il hésite car, en moins d'un an, dans cette commune qu'il a soulignée d'un trait rouge sur la liste de ses chers administrés, tout a changé. Comme le déclare une employée municipale : *« la mairie ne désemplit pas, c'est réunion tous les soirs ; le conseil municipal s'est réuni en 9 mois presque autant que le précédent en 6 ans ».*

Mais avec les subventions, les autorisations, les permis de construire et toute la kyrielle des textes administratifs, on allait leur apprendre à vivre, à ces apprentis contestataires.

Après un large débat — pendant et après la campagne électorale — la population a placé l'école maternelle au premier rang des priorités. Choix difficile dans une petite ville où les équipements collectifs accusaient un tel retard ! Une première information est

adressée à tous les habitants concernés. Deux commissions, ouvertes, sont mises en place : l'une technique, l'autre pédagogique. Lorsque leurs travaux sont achevés, on fait appel à des architectes choisis par elles. On lance un véritable concours. Quelques semaines plus tard, tous les projets sont exposés, tous les avis consignés sur un cahier, toutes les suggestions enregistrées. Après une première élimination, restent trois projets. Les architectes sont invités pour répondre aux critiques de tous : un urbaniste « neutre » est là aussi.

Un large débat sur l'école à construire ; mais en même temps la découverte pour la population des problèmes urbains, auxquels elle est confrontée pour la première fois. Le conseil municipal entérine finalement le choix des administrés... et propose à l'autorité de tutelle une commission comprenant des représentants de la préfecture, de l'académie, des élus, de la population, des parents d'élèves et des enseignants.

Penser que les projets puissent s'élaborer ailleurs que dans le secret des services préfectoraux ? C'est un véritable crime de lèse-majesté. Puisqu'on ne peut plus décider à leur place, on va les empêcher de réaliser : le permis de construire est bloqué, le projet devra être revu, l'académie veut imposer ses architectes habituels.

Mais à l'Isle Jourdain, on maintient le projet, on discute pied à pied sur plan et sur maquette. On est devenu tous un peu

architecte, les services préfectoraux ne font plus peur. Les chantages successifs soudent un peu plus les Isois. Pour une fois qu'ils sont devenus tous un peu créateurs, tous compétents !

Le préfet comprend qu'on peut faire reculer un notable isolé qui ne représente finalement que lui-même. Mais pas une population qui défend son droit à imaginer, à réaliser, à choisir son école et ses bâtisseurs ! Trois jours avant l'ultime délai, le 28 décembre 1977, le permis de construire est accordé.

La bureaucratie pourtant se résoud mal à céder. On se souvient que l'Isle Jourdain, comme toutes les communes du Gers, a subi de dramatiques inondations. Ici comme ailleurs, on a collecté des fonds. La ville refuse que le préfet les distribue à son gré. On connaît mieux à l'échelon local, les besoins et les misères. Voilà que la préfecture menace Michel Ghirardi de la correctionnelle. Pour recel de fonds publics ! Et puisque c'est ainsi, les pompiers de la ville, qui se sont dépensés sans compter, ne seront pas décorés. Il n'y aura pas de fourragère pour la section de l'Isle Jourdain. Ah mais !

Dans ce pays où les sous-préfetures sont presque des villages, le radicalisme ancestral n'avait guère habitué les habitants à prendre leurs affaires en main. Décider, c'était l'affaire des notables. Des gens taillés et élus pour cela, qui régnaient paternellement sur les places à arcades des bourgs ou sur les vallonnements ocre de la campagne gasconne.

Brusquement, la mairie s'est transformée en ruche, les salles ne peuvent accueillir tous les habitants. On conçoit, on discute, on imagine, on a la parole. On a le droit, presque le devoir de dire, de parler, de confronter. Les élus, mais les autres aussi sont là. Des commissions se réunissent tous les soirs, le conseil municipal devient l'affaire de tous. Ils sont près de 200 à préparer ainsi les séances du conseil et l'animation de la vie locale.

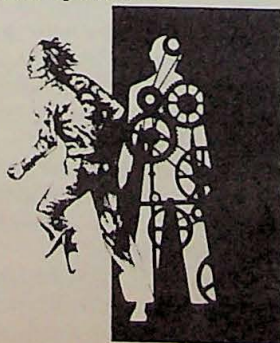
Donner la parole aux citoyens, à l'Isle Jourdain aussi, ça marche... même si c'est aux dépens des pompiers.

De notre envoyé spécial
Christophe WARGNY ■

L'Utopie réaliste

une autre logique économique pour la gauche

Michel Mousel et la commission économique du PSU



BON DE COMMANDE

DESTINATAIRE

NOM
ADRESSE

Nbr	Prix unité	Prix total	Port	Net à payer
1	20	20	2,75	22,75
5	17	85	8,20	93,20
10	16	160	10,80	170,80
20	15	300	15,40	315,40

Chèque joint à retourner à l'ordre des Editions SYROS - 9, rue Borromée 75015 Paris (CCP - Paris 19706 28).

Pourquoi suis-je candidate aux législatives

Etre occitane, femme, socialiste pour l'autogestion : c'est évidemment avoir beaucoup de choses à dire.

Un itinéraire politique personnel est toujours difficile à expliquer. Surtout pour une femme car il y a un « avant » et un « après » de la prise de conscience « féministe », et un « aujourd'hui », celui du temps de cette prise de conscience féministe.

Militant depuis dix ans au PSU après un stage de six ans au PCF, il a fallu attendre l'année 1975 pour que je conçoive les problèmes politiques en conservant mon identité : celle de femme.

Apprentissage au MLAC

Le problème de l'avortement, le problème de la contraception, de la place de la femme dans la société capitaliste, posés de façon collective dans le MLAC, m'ont appris déjà que les femmes avaient leur mot à dire, avaient des possibilités de création à tous les niveaux aussi valables que celles des hommes. A condition de prendre la parole sans la laisser toujours comme si c'était un droit naturel, aux hommes qui, de temps en temps, dans les partis de gauche, se penchaient de manière paternaliste sur les « problèmes » de « bonnes femmes ».

Le militantisme au MLAC m'a prouvé que chaque femme, en posant devant nous, les militantes, ce qu'on appelle « ses problèmes » nous apportait une richesse immense qui nous ouvrait des droits, non abstraits mais concrets, que nous devions, nous, femmes, défendre en nous imposant s'il le fallait.

Aujourd'hui, mère de deux enfants, je ressens comme une sorte de déchirure les années passées, après la naissance de ma fille. Maladie, crèche, chômage, culpabilité ressentie chaque fois que je la confiais à d'autres. J'étais donc comme les autres femmes, moi, qui parlais tant dans les assemblées générales de l'UNEF défunte. Mon horizon se bornait à m'échapper, avec beaucoup de difficultés, de l'élevage des enfants pour, de temps en temps, émettre quelques avis politiques aux réunions du PSU ou je ne me retrouvais plus.

Ni vaginocratie, ni phallocratie

Puis, à quatre à cinq, nous avons fondé un groupe femmes autonome du PSU et

confronté nos expériences au MLAC, aux problèmes quotidiens des femmes. Nous avons toutes progressé vers une véritable confiance en nous et en notre rôle historique. Le viol, les disputes conjugales, les maris, le ménage, le travail à l'extérieur en



Photo DR

plus, tout cela, nous en avons débattu, longuement, non en voulant imposer une « vaginocratie » face à la « phallocratie », mais en voulant donner une dimension la plus totale possible à nos interventions.

Avec une femme de cinquante-trois ans, nous vivons l'instruction d'un dossier en vue d'un procès pour viol. Cette femme de cinquante-trois ans violée en est à sa troisième expertise psychiatrique : c'est elle qui est suspecte aux yeux de la loi et non celui qui a violé même s'il est lui aussi, pour une part, victime de la misère sexuelle d'une

société qui n'engendre que des rapports de violence. Nous changeons avec cette femme, chaque fois de plus en plus révoltées devant ce mur que représente la justice bourgeoise, mur culturel, mur hiérarchique que seuls les initiés peuvent franchir.

Bêtes à penser sur les femmes ? Non

Femmes, nous sommes ; objets, nous ne sommes pas. Nous aussi, nous pouvons parler et agir. Nous ne sommes pas des militantes « féministes », bêtes à penser sur les seuls problèmes féminins. Nous voulons un socialisme autogestionnaire, garantie essentielle pour les exploités et les opprimés de se libérer ; mais en tant que femmes, nous savons que le socialisme autogestionnaire n'est pas la fin de notre lutte. Nous luttons au côté de nos camarades hommes, mais il faut savoir reconnaître notre langage, notre discours, notre action même s'ils ne sont pas ce que les camarades voudraient toujours qu'ils soient au nom de leur « expérience politique ».

J'ose affirmer que c'est la première fois dans ma vie de militante, de femme, que j'accepte avec plaisir de m'exprimer à l'occasion de cette campagne des législatives 78. Enfin, j'ai quelque chose à crier ou à dire, que je n'ai pas lu mais que je ressens profondément.

Je suis, je veux...

Occitane, je le suis, femme je le suis, socialiste pour l'autogestion, je le suis. Je veux redonner, avec nos alliés les autogestionnaires, la vie à notre région, cette Cévenne qui meurt. Je veux que l'écologie, pour la survie de l'humanité soit enfin respectée. Je veux que cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. Je veux que les moyens de production deviennent propriété collective sous le contrôle réel des travailleurs et des travailleuses... Mais je veux aussi que les femmes soient reconnues comme des égales dans la lutte, qu'on ne nous coupe plus la parole en laissant les problèmes femmes toujours relégués au dernier plan.

Je ne suis pas une candidate « alibi » ou « potiche ». Je ne suis pas candidate parce que présenter des femmes aux élections « cela fait progressiste ». J'ai, avec toutes mes camarades et tous mes camarades, des idées à avancer sans qu'on me condamne à quitter mon « identité » de femme au vestiaire.

Non, plus jamais une femme dans un socialisme autogestionnaire ne devra être celle qui a consacré sa vie à un seul travail, celui d'épouse et de mère, même si une partie de sa vie, comme pour l'homme, comporte aussi la tâche enrichissante d'élever, d'éduquer des enfants. Non, nous rirons plus d'une telle ou d'une telle : « Elle ne peut se souvenir de rien car tous les diners sont préparés, les assiettes et les tasses sont lavées, les enfants envoyés à l'école et partis à travers le monde. Rien ne reste de tout cela. Tout a disparu. Tout est effacé. Ni la biographie, ni l'histoire n'ont un mot à dire de ces choses ». (Virginia Woolf).

Janine ROUSSEAU ■

les brasiers dans la corne de l'Afrique : 1. menace sur Djibouti

Quelque part entre Mogadiscio, Addis-Abeba et Djibouti — comme entre Phnom-Penh et Hanoï —, le vieil internationalisme socialiste en prend un nouveau et sacré coup. Car, partout, les nationalismes semblent les plus forts...

Depuis plusieurs mois, la corne orientale de l'Afrique — cinq pays, un quart de la population du continent —, est un brasier où le feu renaît sans cesse. Vingt ans après la naissance du mouvement des non-alignés, l'émergence du tiers monde, la vague des indépendances, le nationalisme y renaît avec une force nouvelle. L'ancien empire abyssin — un des rares régimes

africains à avoir échappé à la colonisation directe de l'Occident, et à avoir mené sa propre politique expansionniste aux dépens de ses voisins —, est remis en question de partout. La guerre civile y sévit : la chute de l'empereur Haïlé Selassié, en 1974, n'a rien réglé ; elle a au contraire réveillé le mouvement des nationalités aux quatre coins du pays ; et l'équipe de militaires très jacobins

De gauche à droite : Ahmed Dini et Hassan Gouled, président de la République de Djibouti.

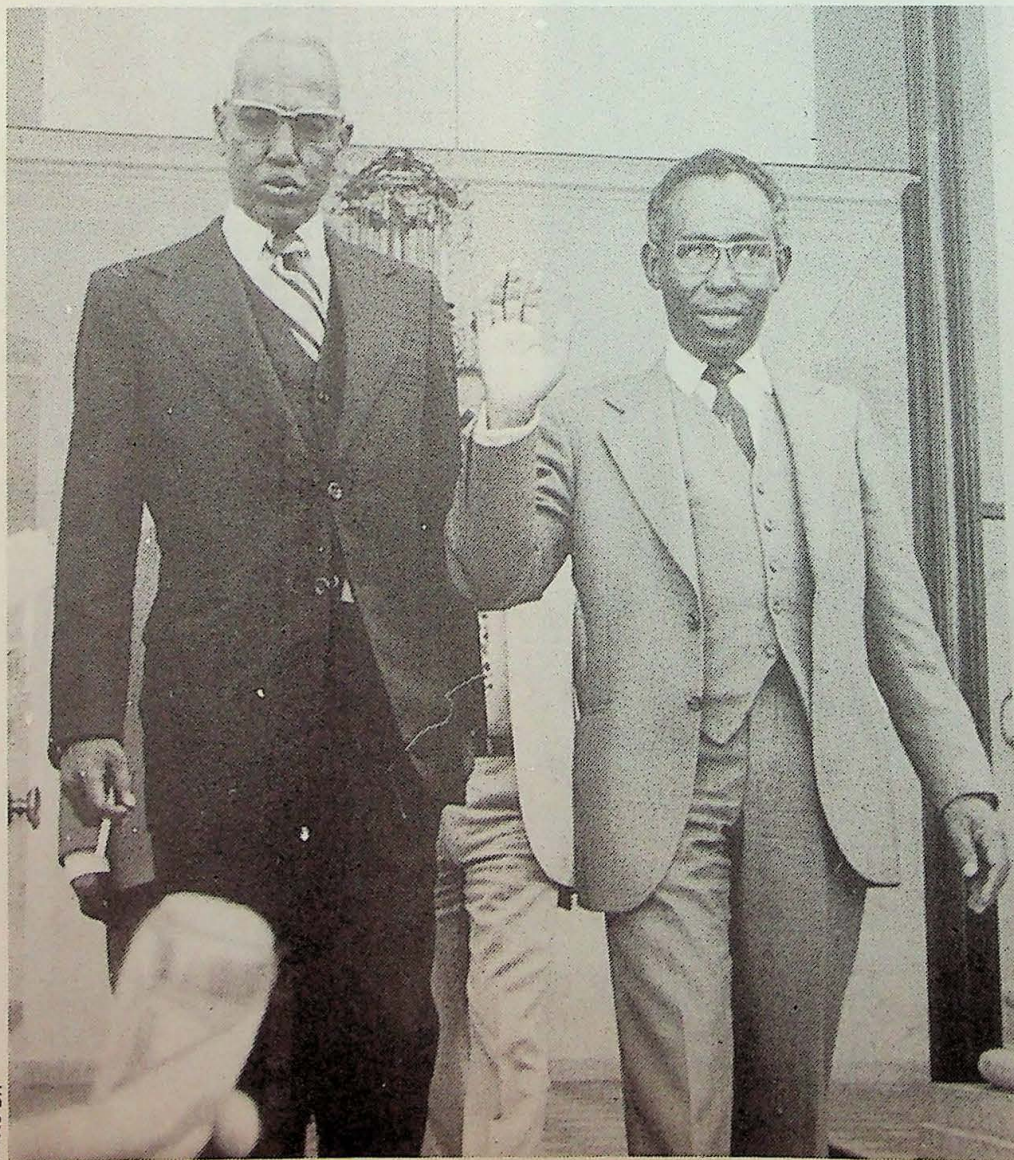


Photo DR

qui monopolisent le pouvoir à Addis-Abeba s'est heurté avec la même intransigeance nationaliste que par le passé aux revendications autonomistes. Aux frontières, il en a été de même : tension avec le Soudan ; pression des pays arabes qui ont financé la rébellion érythréenne, revendications territoriales de la Somalie qui ont dégénéré en guerre ouverte depuis le mois de juin dernier, au moment même où le petit Djibouti arrachait à la France une indépendance de façade.

Où en est-on ? Pour la république de Djibouti, c'est la crise. Ce pays est une sorte « d'anti-Etat » : il ne maîtrise ni son chemin de fer (aux mains des Ethiopiens, et au surplus arrêté depuis juin 1977 à la suite de sabotages), ni son port (aux mains des Français, pour l'essentiel) ; et il dépend pour tout le reste de l'aide française et des retombées de la présence de ses soldats. Dans ce contexte, l'attentat qui a fait six morts et une trentaine de blessés, en décembre — une grenade « balancée » froidement sur la terrasse d'un café, fréquenté presque uniquement par des Français, « le Palmier en Zinc » —, a résonné comme le tocsin...

On comprend l'exaspération de certains habitants de Djibouti face à la présence persistante des soldats français dans leur pays. Légionnaires, fusillers-marins et gendarmes français — les lecteurs de *TS* le savent bien, car notre journal a toujours suivi cette affaire de près —, se sont conduits à Djibouti, dans un passé récent, comme de véritables « détrousseurs » : ils ont cogné dur, trié les populations, élevé un barrage de barbelés autour de la ville, expulsé — au gré des choix politiques de Paris —, une partie des habitants, et joué autant qu'ils pouvaient des différends entre les communautés djiboutiennes. Ils ont pris l'habitude de provoquer d'un côté, de réprimer de l'autre, et de régner ainsi sur ce qui aura été (Mayotte et la Réunion mises à part) la dernière colonie française sur le continent africain.

Mais aujourd'hui, malgré certaines apparences, la perspective a changé. La république de Djibouti existe. Elle a un gouvernement, présidé par Hassan Gouled, un notable de l'époque coloniale converti à un nationalisme tempéré par l'intransigeance de la France gaulliste, puis pompidolienne et giscardienne. Et beaucoup d'hommes et de femmes, dans ce petit pays qui n'a pas grand chose pour lui — sinon sa position stratégique, au point de communication entre la mer Rouge et l'océan Indien —, croient en son destin de nation, malgré le caractère hétérogène de sa population (trois langues, quatre communautés pour 250 000 habitants seulement). En France, on présidait un rattachement rapide de Djibouti à la Somalie, puisque la majorité des habitants du pays sont eux-mêmes de culture somalie, et que Mogadiscio a toujours revendiqué une extension de ses droits sur la colonie française. Mais le président Gouled a étonné le monde en résistant à l'expansionnisme somali, et en tenant la balance la plus égale possible entre des

communautés qui sont pourtant d'effectifs différents.

Amère retournement

Sans doute cette attitude un peu trop vertueuse, ce souci d'indépendance à l'égard des contraintes communautaires, ajoutés à l'impuissance d'un Etat qui reste très dépendant de la France pour tout ce qui lui est essentiel, expliquent-ils, la grenade du « Palmier en Zinc ». En visant les Français, on visait Hassan Gouled et son gouvernement, qui estiment ne pas pouvoir se passer d'eux actuellement, alors que la guerre retentit partout aux frontières de Djibouti.

Pourtant, les quatre mille cinq cents soldats français maintenus à Djibouti en vertu des accords de coopération signés en juin 1977 ne remplissent plus le même rôle qu'au temps de la colonie. Il existe une garde nationale, forte d'un millier d'hommes, et une gendarmerie djiboutienne. Et maintenant, une petite armée nationale — forte de 3 500 hommes —, dans laquelle se sont fondus notamment les ex-militants du Front de libération de la côte des Somalis (FLCS). Ces hommes, encadrés encore souvent par des instructeurs français, sont cependant dirigés directement par le gouvernement : ils s'occupent du maintien de l'ordre ; ils montent la garde aux frontières. Les unités de l'armée de terre, de l'aviation et de marine françaises, dégagées de ces tâches, ont maintenant — et jusqu'à ce que cela ne soit plus nécessaire —, un rôle dissuasif. Elles servent de bouclier face à une intervention extérieure, toujours possible.

Amère retournement de l'histoire, peut-être. Réalité difficile à supporter, sans doute. Mais ce n'est pas parce que ce maintien de forces d'intervention françaises en cette

L'armée française à Djibouti : un rôle dissuasif.

partie du continent africain arrange bien les desseins stratégiques du gouvernement giscardien, qu'il ne faut pas reconnaître leur caractère actuellement indispensable. Si on admet que Djibouti, dont la population a lutté pour son indépendance, mérite d'exister en tant qu'Etat, il faut aussi convenir que cette indépendance vaudrait encore moins cher s'il n'y avait pas, dans ces rocaillies et à Djibouti même, quelques milliers de « *crapahuteurs-casseurs* » bien de chez nous, capables de faire peur, et de tirer juste le jour où ils en reçoivent l'ordre.

Tribalisme et trahison

Tout cela, les militants du petit Mouvement populaire de libération (MPL) — qui semblent avoir été responsables de cet attentat —, ne veulent pas l'admettre. Il s'agit d'un petit groupe fortement influencé par l'idéologie maoïste, assez intellectuel, et uniquement composé de jeunes Afars — c'est-à-dire la communauté à laquelle appartient Ali Aref, l'ancien « *homme fort* » de Djibouti (qui était aussi le principal agent de la France sur place, jusqu'en 1976). Pour eux, l'important est la réunification de la « *nationalité* » Afar, éclatée entre l'Erythrée, l'Ethiopie et Djibouti. Le reste n'est que tactique, choix des moyens et du moment.

Aujourd'hui, les leaders de ce mouvement sont en prison. Et Ahmed Dini, un Afar, qui représentait au sein de la Ligue populaire africaine (LPA) et du gouvernement le courant de droite (et qui est lui-même l'ancien ministre de l'intérieur d'Ali Aref) a rompu brusquement, après l'attentat du « *Palmier en Zinc* », sa vieille alliance avec Hassan Gouled, le vieux notable Issa. Il a bien entraîné cinq ministres d'origine Afar, et tenté de justifier son geste par le « *tribalisme* » dont ferait preuve le président



La corne de l'Afrique : un brasier.

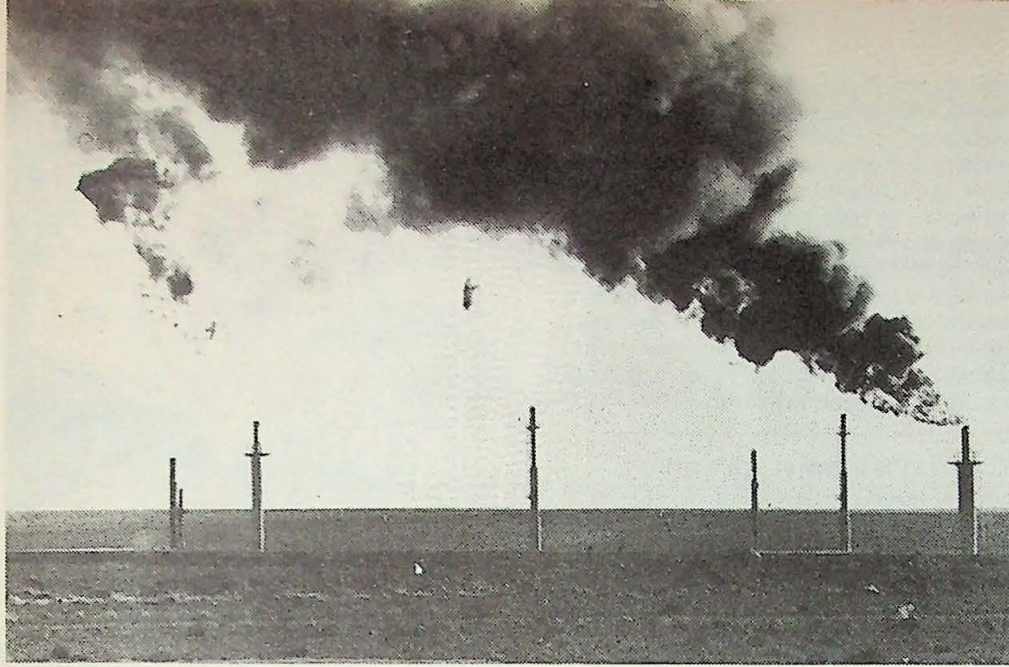
Gouled. Mais deux autres ministres afars sont restés au gouvernement, et ont au contraire crié à la « *trahison* », ce qui suffisait pour ôter à la « *démonstration* » de Dini l'essentiel de son bien-fondé.

Tout cela — qui peut paraître bien « *byzantin* », et concerner bien peu de monde, à l'échelle de l'Afrique —, est en fait très important. Car, dans cette région agitée de soubresauts, un incendie qui se ranime quelque part peut modifier ailleurs un équilibre fragile. Et puis, la guerre fait rage à chacune des frontières du petit Djibouti...

Philippe MARIELLE ■

Prochain article : « Les trois guerres »





Paris-Alger : la brouille

Boumedienne dit « non » à Giscard. Du coup la France risque de perdre sa place de premier fournisseur de l'Algérie.

« Nous sommes bien décidés à ne pas mettre désormais tous nos œufs dans le même panier. D'ailleurs ce n'est pas nouveau. Les mesures que nous prenons aujourd'hui entrent dans le cadre d'une politique de diversification des achats algériens. »

La « brouille » entre Boumedienne et Giscard, on en parlait. Personne, ou presque, ne semblait la prendre très au sérieux. Eh bien, il sera difficile maintenant de la nier. Comme d'ailleurs de la mettre au même rang que celles qui ont émaillé jusqu'ici les relations entre la France et l'Algérie. Côté algérien, du moins, c'est ce qu'on pense. A la Chambre du commerce et de l'industrie française à Alger, où l'on s'interroge très sérieusement sur la politique menée par l'Elysée, on le pense aussi.

Tout récemment, l'hebdomadaire algérien *Révolution africaine*, l'organe central du FLN, sous le titre : « L'Algérie n'a pas d'exclusive », a tenu à rappeler les propos tenus par Houari Boumedienne, en 1970. A l'occasion du Conseil national de l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens). « Nous sommes des révolutionnaires et des réalistes. En tant que tels, nous disons à ceux qui veulent coopérer avec nous, sur la base de nos principes : vous êtes les bienvenus, que vous soyez de l'Est ou de l'Ouest. »

Du réalisme, en effet, l'équipe dirigeante algérienne n'en manque pas. Et elle le fait savoir. A Giscard. « La France nous vend beaucoup, mais achète peu en proportion. Il y a plusieurs années déjà que nous ne cessons de le faire savoir. Nous estimons aujourd'hui que la coupe est pleine : notre

balance des paiements est gravement déficitaire. »

Déficitaire, elle l'est en effet. Qu'on en juge : cinq milliards en 1975, aux alentours de quatre milliards en 1976, enfin près de quatre également en 1977. Dans le palmarès des pays avec lesquels l'Algérie accuse un déficit commercial, la France arrive bonne première.

Aussi les experts algériens ne sont-ils guère optimistes. D'autant qu'au problème du déficit enregistré par l'Algérie s'ajoute la politique de crédit pratiquée par la France. Les milieux algériens ont fait valoir les avantages qu'ils pouvaient retirer auprès d'autres partenaires qu'ils ne trouvent pas auprès des puissances de l'hexagone.

« Quand nous le jugerons nécessaire... »

Enfin, on n'oublie pas à Alger — c'est le moins qu'on puisse dire —, le contexte politique dans lequel s'inscrivent les mesures de retorsion économiques. Les menaces que la politique agressive de Giscard fait peser sur la région ne peuvent que contribuer à alourdir le climat des relations entre les deux pays. Ce sont d'ailleurs des raisons semble-t-il tout autant politiques qu'économiques qui dictent pour l'heure la démarche du président Boumedienne à l'égard de la France. Et d'ailleurs comment les Algériens, devant la politique africaine interventionniste du gouvernement français, ne songeraient-ils pas à diversifier l'éventail de leurs partenaires ? Si demain la situation devait

empirer dans le Maghreb, l'Algérie n'entend pas avoir les mains liées. Toujours est-il que la France est en passe de perdre, pour la première fois depuis l'indépendance de son ancienne colonie, la place de premier fournisseur commercial. Pour l'heure, les mesures prises dernièrement par Alger — déjà utilisées lors des crises de 1971 et 1975, mais jugées plus sérieuses aujourd'hui que jadis —, précisent qu'il ne sera plus délivré de licence d'importation « pour des produits de provenance ou d'origine française. » Seuls les contrats en cours seront honorés. De même, précise-t-on dans la capitale algérienne, les pièces détachées et celles indispensables à la poursuite de notre politique de développement pourront être importées. Mais seulement « quand nous le jugerons nécessaire. »

Tant de fermeté pourra surprendre. Les raisons n'en sont pas seulement conjoncturelles. « Nous avons constamment été desservis par l'attitude pour le moins négative à notre égard des fonctionnaires français qui opèrent dans les grands organismes internationaux. La France ne rate jamais une occasion de laisser entendre que nous serions de mauvais payeurs », réplique amèrement un député algérien. « Dans cette affaire, ajoute-t-il, la part de responsabilité de la France est énorme. Si les industriels français sont en colère, qu'ils aillent se plaindre à l'Elysée. »

Si la gauche...

Et si effectivement les industriels français voyaient les affaires les plus « juteuses » s'envoler du côté des Etats-Unis, de l'Allemagne fédérale ou de l'Italie ? Trois gros contrats au moins, convoités par la France, ont été attribués à d'autres partenaires. Un premier contrat à Pirelli-Krupp au détriment de Michelin-Kléber Colombe : un second concernant les produits pharmaceutiques remporté par un consortium italo-américain — au détriment de Rhône-Poulenc ; enfin un troisième portant sur des pelles mécaniques, initialement destiné à Poquelin, a été arraché par la RFA. Quant à l'usine « clés en main » d'Oran pour laquelle la régie Renault est sur les rangs... « Nous avons une préférence très nette pour la marque française. Le contrat n'est pas encore signé. Il ne le sera vraisemblablement pas avant... mettons mars 78 », avoue mi-sérieux, mi-sarcastique ce conseiller économique proche de la Présidence. Si la gauche...

Mais d'ores et déjà Fiat est sur les rangs. Et Agnelli a une stratégie. Celle qu'ils précisait en août 1977 à Milan : « L'Algérie est le pays du tiers monde dans lequel il faut investir ». Les Français ont peu de chance de l'emporter face au géant italien. Renault-Saviem, en octobre 1975, s'est déjà vue souffler un gros contrat portant sur une grosse quantité de camions.

Le redéploiement français

La France, bien entendu, se défend de pratiquer la politique qu'Alger lui reproche. Le crédit ? Tout en convenant que les avantages offerts par la France ne sont pas

ceux d'autres partenaires de l'Algérie, on souligne le « *net assouplissement* » intervenu depuis deux ans. Quant aux importations de produits agro-industriels ou de « brut », l'Algérie ne serait pas en mesure de satisfaire la demande française. On évoque à ce propos le contrat récent (nov. 77) passé entre ELF-ERAP et la société algérienne des hydrocarbures SONATRACH portant sur un million de tonnes de pétrole. La France, confie-t-on dans les milieux officiels français de la capitale algérienne, aurait proposé d'en acheter le double. Bref, sans nier le contentieux, on tente de ramener à des proposi-

tions plus modestes les « *crispations* » de la dernière période.

L'Algérie n'est pas dupe. Elle sait très bien que le redéploiement français lorgne du côté de Ryad. Aussi ne manque-t-on pas de souligner tous les avantages — très réels —, qu'on retire de la fréquentation de partenaires nouvellement implantés dans la région. De ce point de vue les Etats-Unis font fleche de tout bois. Durant les neuf premiers mois de 1977 les USA ont absorbé 49,6 % (sept milliards deux cents millions de DN) des exportations algériennes : en 1976, et pendant la même période, les importa-

tions américaines représentaient déjà 40,8 % des ventes algériennes à l'étranger. (à titre de comparaison les exportations algériennes en direction de la France n'atteignaient respectivement que 12,1 % et 15,7 %). C'est tout dire. Et il est peu probable que des changements notables interviennent dans les choix qui se font aujourd'hui. C'est que « *l'Algérie a décidé une fois pour toutes de continuer à traiter ses affaires aux mieux de ses intérêts* » (*Révolution africaine*).

De notre envoyé spécial
José SANCHEZ ■

Le PSU rencontre le FLN

A l'invitation du Front de libération national (FLN) une délégation du PSU (1) conduite par Michel Mousel, secrétaire national, s'est rendu à Alger où elle a séjourné du 7 au 11 janvier. A l'issue des entretiens politiques dont de part et d'autre on a tenu à souligner « *l'esprit de coopération militante et le climat d'amitié et de fraternité* », les deux délégations ont publié un communiqué.

Pour sa part, la délégation du PSU a exposé à la partie algérienne « *les principaux aspects de la situation politique en France et les axes essentiels de son action dans le cadre de la lutte des forces populaires dans la perspective du socialisme* ».

De son côté la délégation algérienne (2), conduite par Sliman Hoffmann, conseiller à la Présidence, a présenté « *les grandes lignes du plan de développement à travers les réalisations économiques, sociales et culturelles de la Révolution algérienne pour la construction et la consolidation du socialisme* ».

Par ailleurs « *les deux délégations ont procédé à l'examen de la situation qui prévaut en Méditerranée, et à l'analyse des différents éléments de la stratégie de l'impérialisme dans cette région* ».

« *La mise en œuvre de cette stratégie, poursuit le communiqué, constitue une grave menace pour la paix, une atteinte caractérisée au libre exercice de la souveraineté des peuples riverains et une entrave sérieuse à l'établissement d'une véritable coopération. Dans ce cadre, les deux partis ont étudié les derniers développements de la situation au Moyen-Orient et réaffirmé à ce propos leur volonté de soutien à la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits nationaux légitimes.* »

« *L'intervention directe de l'impérialisme français dans le Maghreb et son engagement aux côtés des régimes réactionnaires du Maroc et de la Mauritanie, démontrent la nature du gouvernement français et son attitude réelle à l'encontre de l'émancipation des peuples.* »

« *Cette intervention militaire contre le peuple sahraoui qui lutte pour l'exercice de son droit à l'autodétermination apporte un démenti flagrant aux affirmations du gouvernement français concernant sa neutralité.* »

A cette occasion, devait-il être précisé, les deux délégations confirment leur solidarité et leur soutien au combat héroïque du peuple sahraoui sous la direction du Front Polisario.

« *Les deux partis par ailleurs se sont félicités de la montée des forces progressistes et anti-impérialistes dans le bassin méditerranéen.* »

Ils considèrent que le renforcement de leur

travailleurs algériens et sont demeurés à ce jour impunis.

A l'issue de cette analyse commune les deux délégations sont convenues de développer leurs relations dans différents domaines et ont décidé de créer des structures de concertation et d'échanges. A cet effet un protocole d'accord a été signé entre les deux partis.

A l'issue des entretiens politiques, le PSU



Photo APS

De gauche à droite : J. Sanchez, V. Leduc, M. Mousel, B. Ravenel, J.-C. Chamblain. En face, à droite M. Sliman Hoffmann, Conseiller à la Présidence, chef de la délégation algérienne.

solidarité et la coordination de leur action contribueront à mettre en échec les visées impérialistes et créer les conditions susceptibles de faire de la Méditerranée un lac de paix et un trait d'union entre les peuples riverains.

Enfin, les rapports actuels entre l'Algérie et la France ont fait l'objet d'un examen approfondi. Ces rapports connaissent une nette détérioration du fait de l'attitude négative du gouvernement français à l'égard de l'Algérie, et ce, au détriment des intérêts supérieurs des deux peuples et malgré leur volonté de coopération et d'amitié. Dans ce cadre une attention particulière a été portée à l'aggravation des conditions de vie et de sécurité de l'émigration algérienne. Les deux Partis soulignent à ce propos que depuis 1971, 71 crimes ont été commis contre les

devait, dimanche 8 janvier, au cours d'une conférence de presse, en présence des membres de la délégation du FLN, faire part des différents aspects de ses entretiens avec ses hôtes algériens et répondre aux questions des journalistes de la presse nationale et étrangère. ■

(1) Participaient à la délégation : Victor Leduc, Secrétaire national, Bernard Ravenel, membre du bureau national, chargé des questions internationales, Jean-Claude Chamblain, membre du bureau national et responsable de l'organisation, José Sanchez, membre de la direction politique nationale, rédacteur en chef de « Tribune socialiste ».

(2) Membres de la délégation du FLN : M. Ali Ammar, responsable du département des études et conception du Parti, M. Salah Louanchi, du département orientation et information, M. Saïd Chergui, du département de l'immigration et M. Chérif Sisbane, du département orientation et information.

cinéma

l'amour violé

Le viol, que Yannick Bellon porte à l'écran, a lieu une nuit comme les autres, avec des garçons comme les autres, à Grenoble

Le viol. Déchirure totale. Ecran noir. Après, il faudra repartir à zéro avec une mémoire souillée et plus rien ne sera comme avant. C'est ce que vit Nicole (Nathalie Nell), une jeune infirmière de Grenoble, violente, pendant une nuit comme les autres, par des garçons comme les autres. Trois mouvements d'intensité donnent le rythme de *L'Amour Violé*, quatrième long métrage de Yannick Bellon : le choc — une scène de viol aux limites du supportable ; la résignation honteuse et, enfin, la révolte.



Nicole (Nathalie Nell) : « Après, il faudra repartir avec une mémoire souillée. »

Réquisitoire

Bien loin de rechercher les pleurs compatissants, la réalisatrice construit une œuvre de réflexion et de démonstration qui se veut un réquisitoire contre le viol. En analysant les réactions des proches de Nicole (une mère qui préfère le silence parce qu'on « ne changera pas le monde », et un fiancé qui réagit brutalement en propriétaire), l'auteur de *La Femme de Jean* met à nu les blessures

secondaires causées par le drame : on perd des amis, on devient un objet de risée...

A l'intérieur même de son analyse d'un terrible fait de société, Yannick Bellon glisse quelques séquences saisissantes sur le viol mineur et quotidien : injures, réflexions stéréotypées, dragues d'autobus et plaisanteries de comique troupier. Ce sont ces petits moments qui composent le meilleur du film et lui donnent sa réelle authenticité.

Conclusion de roman feuilleton

Mais peut-on vraiment filmer une scène de viol ? Dans un film vu au festival de Deauville (*TS* n° 753), l'Américaine Marta Coolidge répondait « non » en s'expliquant à travers sa propre expérience. Aujourd'hui, Yannick Bellon prétend que c'est faisable. C'est peut-être plus fort et, par là, plus révoltant ; mais, alors, pourquoi passer de cette scène terrifiante à un dénouement de roman feuilleton ? Les femmes qui portent en elles le traumatisme de cette violence n'accepteront certainement pas qu'on leur dise que sa solution est... dans un mariage heureux.

Fabian GASTELLIER ■

Salles : 14 Juillet-Bastille : 357 90 81 ; Elysée Lincoln : 359 36 14 ; Saint Lazare Pasquier : 387 35 43 ; Gaumont Convention : 828 42 27 ; Gaumont Richelieu : 233 56 70 ; Clichy-Pathé : 522 37 41 ; Quintette : 033 35 40.

écrire le cinéma

Chaque fois que je me paye une toile, comme on dit à Paris (moi, j'habite dans le Sud de la France), je me sens tout bizarre : comme une impression de consommation imbécile d'un produit sur lequel on ne me demande pas mon avis ; yeux ouverts, les images défilent, stop. Après le plaisir immédiat, un goût désagréable dans la bouche.

Je crois que le cinéma ne prend sa véritable signification que dans la discussion sur le cinéma. C'est pourquoi les revues qui en causent sont essentielles. Elles invitent le spectateur à ouvrir sa gueule. Dans cette optique, un petit tour des plus intéressantes ne fera de mal à personne, d'autant que la plupart d'entre-elles ne cachent pas leur sympathie pour la pellicule progressiste.

● **La Revue du cinéma** (éditée par l'Ufoleis, que les amateurs de ciné-clubs connaissent bien) nous offre, dans son numéro 322, un dossier sur Walerian Borowczyk, l'un des premiers réalisateurs qui a lutté pour la libéralisation des mœurs à l'écran, tant et si bien que ses films ont été projetés dans le circuit porno, alors que ça n'a pas grand chose à voir. *La Marge* (d'après Mandriargues), *Les contes immoraux* et *La bête*, trois films qui ont placé Borowczyk parmi les grands cinéastes qui dérangent. (*Revue du Cinéma*, 3 rue Récamier, 75341 Paris Cédex 07 ; 8 F). Il faut signaler qu'une fois l'an, cette revue publie un gros volume, *La*

saison cinématographique, qui recense et analyse exhaustivement tous les films sortis en France dans l'année. Un instrument indispensable pour tous ceux qui cherchent un guide simple et complet. Le n° de 1977 est disponible à la même adresse, pour 36 F.

● **Cinéma 77**. Beaucoup d'informations et des comptes rendus détaillés des films récents dans *Cinéma 77*. Et surtout un dossier touffu (avec beaucoup d'images) sur le cinéma français des années 50, pour les nostalgiques. Une époque où, dans le cinéma, la petite bourgeoisie cherche son identité, tandis qu'en toile de fond le pouvoir s'effiloche. (*Cinéma 77*, n° 228, 6 rue Ordener, 75018 Paris, 10 F).

● **Jeune cinéma**. La moins chère des revues (plus maigre aussi) est incontestablement *Jeune Cinéma*. C'est à elle qu'ira notre préférence, à cause de son prix, justement : 5 F. Le dernier numéro s'interroge sur le nouveau cinéma français, avec deux de ses jeunes espoirs : Claude Miller (*Dites-lui que je l'aime*) et Christian Bricout (*Paradiso*). Au même sommaire, un important article de René Prédal sur la dégénérescence du cinéma fantastique contemporain. Cette année, les monstres sont tristes et font le jeu du plan Barre. (*Jeune Cinéma* n° 106, 8 rue Lamark, 75018 Paris).

● **Positif**. Une autre revue mérite des encouragements, car elle est très chance-

lante en ce moment, à cause des ennuis financiers de son éditeur : *Positif*, qui nous donne un dossier sur le dernier film (minable) de Luis Bunuel, *Cet obscur objet du désir*, tellement obscur qu'on ne sait pas trop de quoi il veut parler. Ce qui retiendra surtout l'attention, c'est la publication d'un scénario inédit de Bunuel, *La Duchesse d'Albe et Goya*, qui date de 1938, et dont le manuscrit est déposé au Musée d'Art Moderne de New York. Le lire dans *Positif* vous permettra d'économiser un voyage. Dans le même numéro un entretien avec Barbara Kopple, sur son excellent *Harlan country USA*. (*Positif*, n° 198, éd. Opta, 39 rue d'Amsterdam, 75008 Paris, 12 F).

● **L'année du cinéma 77**. Le complément indispensable de ces 4 revues mensuelles, c'est, sans équivoque, *L'année du cinéma 77* (Calmann-Lévy, 256 pages, 99 F) ; un gros pavé luxueux à offrir tout de suite à tous les fanatiques des salles obscures. Un très beau livre, intéressant surtout par son iconographie (250 photos, le plus souvent en couleurs). Avec les fiches techniques des films et un tour complet de tous les festivals. Voilà en tout cas les films que j'aime : ceux qu'on peut regarder chez soi, tranquilles, entre amis. Plus besoin, même, d'aller au ciné.

Bernard BLANC ■

Les journaux en questions

Yakoutes, marines, pioches, pérours, Carter, subjonctifs, fidèles, gogos...

Avec ou sans commentaire : tout dépend de ça. On peut tout faire dire à une image. A condition de la faire parler. Chris Marker l'avait bien montré, jadis, avec ses Yakoutes de Mongolie : le travail était dur, les voitures rarissimes, et la peine s'inscrivait sur les visages des maçons. Voilà bien le socialisme qui vient du froid ! Et puis, avec d'autres mots, il brossait le tableau d'un pays laborieux et propre, où chacun circulait dans des transports en commun abondants et robustes. L'effet, tout bête, était saisissant.

René Berger et Gérard Gozlan ont réalisé quelque chose d'approchant avec « *Le télé-journal en question* », diffusé lundi 9, sur « Ant 2 » à 21 h 35. L'émission, terminée depuis près d'une année, a failli ne jamais sortir. Elle devait avoir une suite : mais Maurice Ulrich, l'austère diplomate qui vient d'être nommé président de la chaîne, aurait décidé d'en rester là. Ce n'est plus de saison.

N'importe quoi

Quelques scènes, qui en disent long sur la manière dont on mitionne aujourd'hui l'information centralisée-unique dans une France toujours à la recherche de son « consensus ». Un reportage sur la marine française, par exemple : sans commentaire, c'est simplement la fête de la technique, l'exploit des avions qui appontent sur une piste de quelque dizaines de mètres, etc. Avec une voix « off », cela peut devenir n'importe quoi : un hymne à la puissance maritime française ; un reportage geignard sur la faiblesse des crédits de la marine...

Ou encore, la scène du Blanc et des Noirs, en Afrique du Sud, vue par les « J.T. » : le colon offre les pioches ; les travailleurs remercient. C'est normal. Mais, pour faire monter le profit, il les fouette de plus en plus fort. La télé est muette : ce n'est pas une nouvelle. Ils creusent, ils souffrent, et l'or s'amoncele : l'écran reste vide. Un jour ils s'arrêtent, protestent, menacent, puis finissent par frapper le propriétaire. Alors, l'écran s'illumine, et le journaliste de France ou d'ailleurs annonce l'information : « *Terreur noire en Afrique* ».

D'autres images « parlantes » : l'informa-

tion stéréotypée, automatique, et vaine sur les montées d'escaliers ministériels, les accueils sur le péron de l'Elysée, les visites de chefs d'Etats étrangers. Nous en avons eu un exemple la semaine dernière, avec le débarquement de Jimmy Carter : « TF 1 » et « Ant 2 » se sont mobilisés, une heure durant, le mercredi après-midi, simplement pour attendre le Messie, puis montrer l'avion qui atterrissait, la poignée de mains au bas de l'escalier, la marche sur le tapis rouge, les allocutions insipides dans le salon d'honneur. Patrice Lecoq, pour « Ant 2 », décrivait les images très « bateau » que tout le monde voyait et n'ajoutait rien d'utile : Léon Zitrone, au contraire, pour « TF 1 » — et sur des images analogues ! — bourrait de commentaires, de subjonctifs, de déclarations d'amour enflammées aux Etats-Unis, avec son enflure et son goût habituel de la dramatisation.

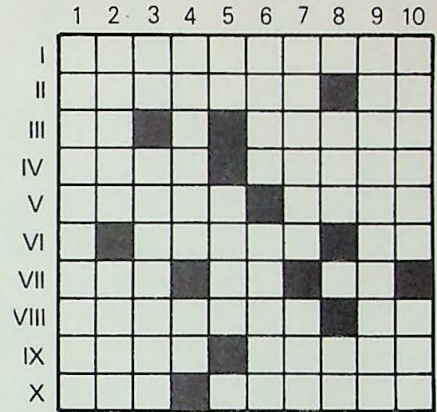
Malheureusement, Berger et Gozlan avaient choisi une mise en page un peu trop didactique de leurs séquences, entremêlée de laborieuses conversations entre deux pains supposés en être revenus, de cette télé où ils ont longtemps travaillé. Mais, le reste faisait mouche : la « dignité » impayable de certains journalistes gonflés de leur « responsabilité » ; la critique des présentateurs-acteurs, soucieux de mines et de mimiques ; le goût de la performance ; et l'abaïssement où mène une certaine forme de concurrence ; le choix des nouvelles, pour tout le pays, par un seul rédacteur en chef plus ou moins « inspiré », et nommé en haut-lieu ; le poids des morts, estimé au kilo ; l'absence d'événements « ordinaires » et la valorisation de la moindre activité des « grands ».

Emerveiller les gens simples, saouler les naïfs. Pas de Dieu sans fidèles, pas de télé française sans un gros bataillon de gogos... Pour une fois, timidement, ce que nous essayons de dire ici, la télé le disait sur elle-même. Procédé récupérateur peut-être, mais l'occasion était trop rare pour la bouder.

Philippe MARIELIE ■

PS - Au fait, camarade Thirion, qui me traites de « pisse-vinaigre » à l'image d'une « certaine extrême gauche » dans le courrier du dernier TS : tu es libre de nous envoyer un papier sur « *C'est pas sérieux* », ou toute autre émission, et d'expliquer pourquoi tu as ri ou pleuré. Quant à la « ligne », tu te marreras peut-être d'apprendre que je passe plutôt pour être à l'extrême droite de notre parti. Comme quoi, tout reste relatif !

Problème n° 45



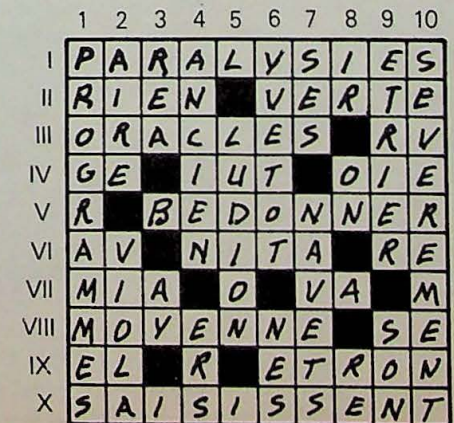
Horizontalement :

I. Fera le bilan. II. Au-delà de l'Oural ; symbole chimique. III. Possessif ; dure à honorer. IV. Glisse en hiver ; vaseux s'ils sont seconds. V. Attend son heure à Lisbonne ? ; très très mure. VI. Un bossu à fables ; la bonne carte. VII. Oubliée au Proche Orient ! ; saint ; forme de pouvoir de droite à gauche. VIII. Ne laisse pas tomber ; lie. IX. Par ici la sortie ; un vrai rat ! X. Suit une attente outre manche ; tapas !

Verticalement :

1. Soit sauteuses, soit désaccordées. 2. Au Japon ; éclate ou disloque ! 3. Conjonction ; quelle bêtise ! 4. Eliminées ou sans élimés ; dans la botte. 5. En lutte ; une plate pour un plat. 6. Rimait en Grèce ; sort de ce qu'elle fait. 7. Une endormeuse ; coupé court. 8. Grecque ; épelé : occupait l'Olympe. 9. Finira par rejoindre. 10. Diminué ; possessif.

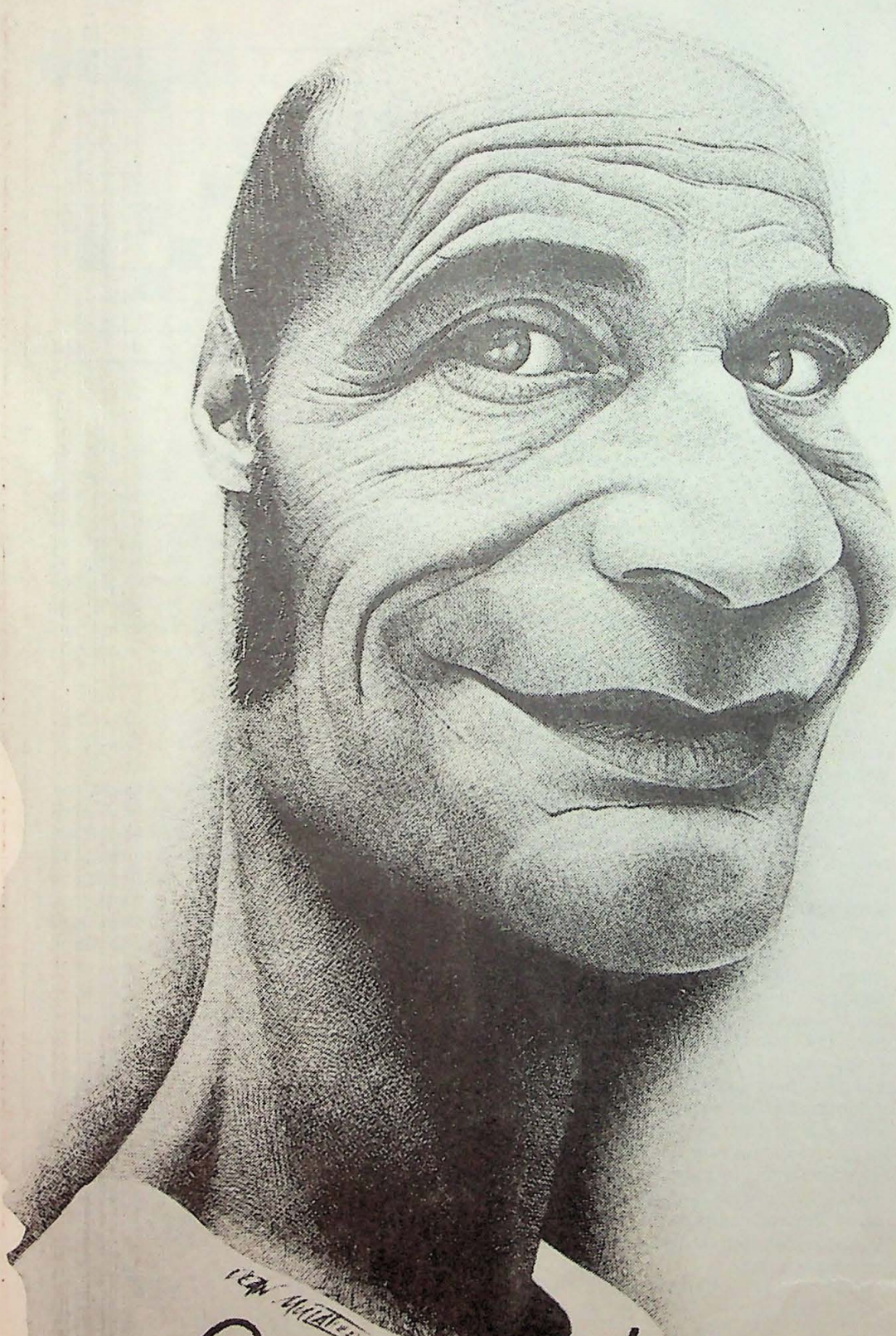
Solution du n° 44



Bernard Haller

au Palais des Arts

« Un certain rire incertain »



Bernard Haller passe au Palais des Arts, 352, rue Saint-Martin (75010 Paris) du lundi 16 au samedi 21 janvier. En alternance. Tous les quinze jours. Pour ceux qui ne le savent pas encore. Pour les autres — ceux qui sont déjà allés le voir —, Bernard Haller officie tous les soirs dans leur tête. Haller est un clown mental, Bernard Haller est un clown physique, Bernard Haller est un saltimbanque gai, et triste. Bernard Haller est un Didi, un Gogo, Pascal copiant Shakespeare, Marivaux en guenilles, l'esprit de Voltaire et la truculence de Rabelais, le jour et la nuit, un mime, le dernier avatar du cirque, un écolo, un autonomiste, un bric-à-brac lyrique et pur. Il tient la scène, seul, avec quelques objets : une malle, un magnéto. Et, seul, il réinvente le monde, sa bêtise, l'amitié conne prise au piège du souvenir, la ferveur criminelle d'un professeur de botanique, la paranoïa politico-fasciste d'un dictateur sud-américain — ou même pas sud-américain —, ses propres passions qu'il prend pour celles d'un autre, lui-même se prenant pour Bernard Haller au Palais des Arts, ou ailleurs : dans la salle à la place de vous et moi, quand on y est pas, et qu'on voudrait y être, et qu'on peut pas. Tout cela peut sembler fou, délirant, fantasque au dernier degré. Ça l'est.

« Un certain rire incertain », Sibecar, 99, rue Vaugirard, 75006 Paris, distribution CBS (ESC 34)

Un certain Rire incertain